

**REPUBLIQUE DU SENEGAL**

**AUTORITE DE REGULATION DES  
MARCHES PUBLICS  
(ARMP)**

**HOPITAL ARISTIDE LE DANTEC  
(HALD)**

**REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE  
DE LA PASSATION DES MARCHES AU TITRE  
DE LA GESTION 2009**

**RAPPORT FINAL**

**(mars 2011)**

**BSC**  
**BUSINESS SYSTEM**  
**CONSULTING GROUP**  
(Conseil - Audit - Expertise)

---

*12 , Rue Saint Michel BP 11 616 Dakar Tél (221 ) 33 821 41 72 Fax (221 )33 822 95 03 E mail bsc@arc.sn*

---

Dakar, le 29 mars 2011

**Monsieur le Directeur Général de l'Autorité de  
Régulation des Marchés Publics (ARMP)  
Rue Alpha Hachamiyou Tall Angle Kléber  
Dakar**

**Monsieur le Directeur Général,**

Conformément à la mission que vous nous avez confiée, nous avons procédé à la vérification des processus de passation, d'exécution, de suivi (administratif, financier et technique) et de contrôle des marchés conclus par l'Hôpital Aristide Le Dantec pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2009.

Il s'agit, dans le cadre de cette mission, de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Nouveau Code des Marchés Publics afin d'exprimer une opinion motivée sur l'adéquation des procédures de passation des marchés et de gestion des contrats conclus par l'Hôpital Aristide Le Dantec avec les dispositions dudit code.

Notre examen effectué conformément aux normes d'audit généralement admises sur le plan international (normes IASB) a comporté les sondages et autres procédés de vérification que nous avons jugés nécessaires en la circonstance.

Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que :

- les marchés attribués au cours de la période sous revue ont été passés de manière transparente et régulière conformément aux dispositions du Code des Marchés Publics et que la mise en œuvre de ces procédures ne comporte pas d'anomalies significatives ;
- l'exécution financière est effectuée conformément aux dispositions contractuelles et à la réglementation en vigueur ;
- les procédures de contrôle de la matérialité des transactions et de suivi de leur exécution physique sont adéquates et permettent de s'assurer de la réalisation des marchés conformément aux prescriptions techniques et aux normes prévues.

Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Ces travaux appellent de notre part les remarques et observations ci - après:

## 1. Réserves

- des entreprises en collusion avérée sont consultées par l'HALD et les factures pro - forma produites en réponse aux dites consultations sont, au regard d'un faisceau d'indices concordants, préparées par la même source ou des sources liées sur plusieurs papiers à entêtes différentes. Elles sont présentées de la même façon, les mêmes caractères sont parfois utilisés, les mêmes fautes commises, le même numéro de NINEA utilisé par des entreprises aux dénominations sociales différentes (Afrobiz International et O'rizon, Mondial Contact Services et SCTDF SARL, Queen Sénégal et Papa Arfang Sarr). Les anomalies notées laissent présager des procédures de Demandes de Renseignement et de Prix qui semblent avoir été organisées dans le but d'octroyer les marchés à des fournisseurs préalablement désignés, donc en l'absence de toute concurrence réelle. Sous ce rapport, il faut souligner que sur certaines DRP, des fournisseurs bien au fait des procédures de passation des marchés font des offres financières qui dépassent les seuils de passation des marchés par Appel d'Offres, ce qui s'apparente à une auto – élimination au profit du candidat préalablement choisi ;

DRP	Attributaires	Montants en F CFA	Observations en sus des preuves de collusions relevées
DRP N° 23 Fournitures d'imprimés	ETI	10 393 449	Fractionnement par rapport à l'appel d'offres
Articles d'Electricité	EDTM Alioune Seck	8 184 852	
Fourniture de matériel informatique	O'Rizon	10 091 000	GIE TISAL et O'Rizon même adresse, même N° de téléphone. A l'exception de l'attributaire toutes les offres dépassent le seuil de passation
Fourniture de Splits	SOCOMI	14 698 080	A l'exception de l'attributaire toutes les offres dépassent le seuil de passation
Fourniture de Peinture	Ets Elimane Fall	8 216 458	
Travaux de transformation et d'étanchéité	SCTDF	18 767 404	Ets Seye et Frères / GIE la Confiance même numéro de NINEA 24345462B6
Travaux étanchéité bâtiments internat, bloc central DRP N°27	Mondial Contact Services	23 331 518	
Fourniture de denrées alimentaires	O'Rizon	4 550 700	
Matériel hôtelier DRP N° 24	SOFT SERVICES	12 449 000	
Fourniture et pose portes, fenêtres ...	ETDM	16 563 990	
<b>Total</b>		<b>127 246 451</b>	

-

- nous avons relevé, pour l'appel d'offres 01/09 relatif au nettoyage de l'hôpital une clause du DAO interdisant l'attribution de plus d'un lot à un soumissionnaire. Cette disposition est discriminatoire car la limitation du nombre de lots attribués à un soumissionnaire doit relever de critères objectifs tels que le cumul des critères de qualification requis pour chacun des lots concernés;
- nous avons noté pour l'appel d'offres N°04/ 09 Fournitures d'imprimés et N°F0250/2009 Consommables informatiques qu'il s'agit de marchés de clientèle qui n'ont pas été établis sur la base de prix unitaires. En effet, le DAO a indiqué des quantités définitives qui ont été reportées sur le marché alors que dans de tels cas, les quantités mentionnées dans le DAO ne devaient l'être qu'à titre indicatif pour les besoins d'évaluation des offres.

-

-

A notre avis, à l'exception des points évoqués ci – avant, , les procédures de passation et d'exécution des marchés sont conformes aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence édictés par le CMP.

	<b>SOMMAIRE</b>	<b>Pages</b>
	Lexique des abréviations et sigles	6
1	Synthèse des non conformités et des recommandations	7
1.1	Tableaux de synthèse des non conformités et des recommandations	9
1.2	Synthèse des non conformités sur l'exécution financière	11
1.3	Synthèse des non conformités sur l'exécution physique	13
1.4	Tableau de synthèse des Violations du CMP par marché	15
2	Contexte de l'intervention et objectifs de la mission	19
2.1	Contexte de l'intervention	19
2.2	Objectifs de la mission	20
2.2.1	Objectifs généraux	20
2.2.2	Objectifs spécifiques	20
2.2.3	Etendue des travaux à effectuer	21
2.2.4	Rapports émis au terme de la mission	24
3	Approche méthodologique	26
3.1	Phase 1- Revue approfondie des textes de référence	26
3.2	Phase 2 - Analyse de l'organisation et de l'environnement de la passation des marchés	27
3.3	Phase 3 - Vérification des différentes étapes de la passation des marchés	28
3.3.1	Module 1 - Audit de la préparation des marchés	29
3.3.2	Module 2 - Audit de la gestion de l'attribution	30
3.3.3	Module 3 - Audit de la gestion de l'exécution des marchés dans ses aspects administratifs, financiers et physiques	31
4	Résultats des travaux	33
4.1	Revue du cadre institutionnel et de l'environnement de la passation des marchés	33
4.1.1	Commission des marchés	33
4.1.2	Cellule de passation des marchés	33
4.1.3	Charte de Transparence et d'éthique en matière de passation des marchés	34
4.1.4	Contrôle interne de la Passation des Marchés	34
4.1.5	Documents de programmation de la passation des marchés	34
4.1.6	Rappel des seuils applicables à l'HALD	34
4.2	Examen des marchés	35
4.2.1	Périmètre couvert par nos travaux	35
4.2.2	Marchés conclus par Ententes Directes	38
4.2.2	Marchés conclus par Appels d'Offres	40
4.2.3	Marchés conclus par Demande de Renseignements et de Prix	53

## **Liste des abréviations et sigles**

AOO	Appel d'Offres Ouvert
ARMP	Autorité de Régularisation des Marchés Publics
BTP	Bâtiments et Travaux Publics
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés publics
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d'Appel à la Concurrence
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DP	Demande de Propositions
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
HT	Hors Taxes
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
NCMP	Nouveau Code des Marchés Publics
PM	Premier Ministre
PPM	Plan de Passation des Marchés
PV	Procès Verbal
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

## **SECTION 1**

### **SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET DES RECOMMANDATIONS**

## **1.1 SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR LA PASSATION DES MARCHES**



## 1.1 TABLEAUX DE SYNTHÈSE DES NON CONFORMITÉS ET DES RECOMMANDATIONS

### SYNTHÈSE DES NON CONFORMITÉS SUR LA PASSATION DES MARCHÉS

- à moins que les consultations n'aient été organisées par utilisation de noms d'entreprises non informées de la procédure, des entreprises en collusion sont consultées par l'HALD et les factures pro - forma produites en réponse aux dites consultations sont, au regard d'un faisceau d'indices concordants, préparées par la même source ou des sources liées sur plusieurs papiers à entêtes différentes. Elles sont présentées de la même façon, les mêmes caractères sont parfois utilisés, les mêmes fautes commises, le même numéro de NINEA utilisé par des entreprises aux dénominations sociales différentes (Afrobiz International et O'rizon, Mondial Contact Services et SCTDF SARL, Queen Sénégal et Papa Arfang Sarr). Les anomalies notées laissent présager des supposées procédures de Demandes de Renseignement et de Prix qui nous semblent organisées que dans le but d'octroyer les marchés à des fournisseurs préalablement désignés, donc en l'absence de toute concurrence réelle.. Sous ce rapport, il faut souligner que sur certaines DRP, des fournisseurs bien au fait des procédures de passation des marchés font des offres financières qui dépassent les seuils de passation des marchés par Appel d'Offres, ce qui s'apparente à une auto – élimination au profit du candidat préalablement choisi.

### SYNTHÈSE DES RECOMMANDATIONS SUR LA PASSATION DES MARCHÉS

1. L'Hôpital Le Dantec doit se conformer aux dispositions des articles 43, 45 et 46 sur les conditions d'accès à la commande publique et réclamer aux soumissionnaires et attributaires provisoires la production des pièces administratives.
2. se conformer aux dispositions de l'article 77 relatives à la procédure des DRP.

## **1.2 SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION FINANCIERE**

SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION FINANCIERE	
---	--

RAS

## SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION FINANCIERE

RAS

### **1.3 SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION PHYSIQUE**

<b>SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION PHYSIQUE</b>
RAS
<b>SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION PHYSIQUE</b>
RAS

#### **1.4 SYNTHESE DES VIOLATIONS DU CODE DES MARCHES PUBLICS**

**TABLEAU DE SYNTHESE DES VIOLATIONS DU CODE DES MARCHES PUBLICS**

Description	ED N° F0943/09	AO N° 08/09 (5 lots)	AO N° 01/09 (2 lots)	AO N° 04/2009	AO N° F0250/2009 (3 lots)	AO N° F0247 (3 lots)	AO N° (6 lots)
Nature	Réactifs et consommables	Fournitures de maintenance	Nettoieiment	Imprimés	Cons. informatiques	Denrées alimentaires	Equip. Biomédicaux
Attributaires	TBS	ETDM, Elimane Fall, Pyramide SA	Ets Keur Arame, Ets Khady	Rassoul Print	Sen Caducet, CBS, Cristabel Diffusion	FLS, Ets Ndeye Dethiou Thiam, Socomi SUARL	ACD, Technologies Services, Médical Partner, Diminter, Fermon Labo
Montants en F CFA TTC	73 091 364	65 000 000	66 080 000	28 000 000	61 000 000	98 000 000	460 082 610
Violation des dispositions des articles 5 et 6 NCMP précisés par la circulaire du Premier Ministre 003 PM du 20 novembre 2007 sur les besoins à satisfaire et la nécessaire inscription dans le plan de passation des marchés des acquisitions de l'exercice							
Violation des dispositions relatives à l'article 12 du NCMP portant sur les conditions d'exécution des marchés							
Non respect de la formalisation des avenants en violation des articles 60 du NCMP			√				
Non respect des dispositions du cahier des charges dans le processus d'évaluation en violation de l'article 59 du NCMP			√				
Violation des dispositions de l'article 67 – 4 relatif à l'information des soumissionnaires au regard de la transmission des procès verbaux d'ouverture et de la notification du rejet de leurs offres		√	√				√
Violation des dispositions relatives à l'article 83 du NCMP portant sur la signature, approbation, notification et publication de l'avis d'attribution définitive							

Violation de l'article 131 NCMP sur les pénalités de retard								
<b>Description</b>	<b>DRP N° 23</b>	<b>DRP N°</b>	<b>DRP N°</b>	<b>DRP N°</b>	<b>DRP N°</b>	<b>DRP N°</b>	<b>DRP N°</b>	<b>DRP N°</b>
<b>Nature</b>	Imprimés	Equip. Biomédicaux	Matériel informatique	Mobilier de bureau	Matériel de bureau	Peinture	Automate Biochimie	
<b>Attributaires</b>	ETI	ETDM	O'rizon	Magatte Niang	SOCOMI	Ets Elimane Fall	TBP	
<b>Montants en F CFA TTC</b>	10 393 449	8 184 852	13 091 000	14 280 000	14 698 080	8 216 458	12 000 000	
Violation des dispositions des articles 5 et 6 NCMP précisés par la circulaire du Premier Ministre 003 PM du 20 novembre 2007 sur les besoins à satisfaire et la nécessaire inscription dans le plan de passation des marchés des acquisitions de l'exercice	✓							
Violation des dispositions relatives à l'article 12 du NCMP portant sur les conditions d'exécution des marchés	✓							
Violation des dispositions de l'article 53 sur les seuils de passation des marchés					✓			
Violation des dispositions de l'article 67 – 4 relatif à l'information des soumissionnaires au regard de la transmission des procès verbaux d'ouverture et de la notification du rejet de leurs offres								
Violation de l'article 77 sur la procédure des DRP	✓	✓	✓		✓	✓		
Violation des dispositions relatives à l'article 83 du NCMP portant sur la signature, approbation, notification et publication de l'avis d'attribution définitive	✓							



<b>Description</b>	<b>DRP N°</b>	<b>DRP N°</b>	<b>DRP N°</b>	<b>DRP N° 6</b>	<b>DRP N° 4</b>	<b>DRP N° 24</b>	<b>DRP N° 3</b>
<b>Nature</b>	Réfection Pharmacie centrale	Transformation logement du Directeur	Travaux d'étanchéité	Groupe frigorifiques	Denrées alimentaires	Matériel Hôtelier	Portes, fenêtres...
<b>Attributaires</b>	Providence SUARL	SCTDF	MCS	SOCOMI SUARL	O'rizon	Soft Services	ETDM
<b>Montants en F CFA TTC</b>	16 519 298	18 767 404	23 331 518	11 276 080	4 550 700	12 449 000	16 563 990
Violation des dispositions relatives à l'article 7 du NCMP portant sur les noms de marque	✓	✓	✓				
Violation des dispositions relatives à l'article 12 du NCMP portant sur les conditions d'exécution des marchés			✓				
Violation des dispositions de l'article 67 – 4 relatif à l'information des soumissionnaires au regard de la transmission des procès verbaux d'ouverture et de la notification du rejet de leurs offres			✓	✓	✓	✓	
Violation de l'article 77 sur la procédure des DRP		✓	✓		✓	✓	
Violation des dispositions relatives à l'article 83 du NCMP portant sur la signature, approbation, notification et publication de l'avis d'attribution définitive			✓	✓	✓	✓	

## **SECTION 2**

### **CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION**

## **2. CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION**

### **2.1 CONTEXTE DE L'INTERVENTION**

Conscient du volume important de dépenses que représente la commande publique, du flot considérable de transactions qu'elle génère et désireux de promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation, essentielles à une bonne gouvernance, dans un État de droit, le Gouvernement du Sénégal a procédé à une profonde réforme de son système de passation de marchés publics.

Cette réforme aligne le système sénégalais sur les meilleures pratiques internationales en la matière, notamment en transposant les directives de l'UEMOA relatives à l'harmonisation des marchés publics des États membres de l'Union. Elle comporte d'importantes innovations par rapport à la réglementation antérieure en ce qu'elle consacre la régulation, institue le recours suspensif des soumissionnaires au stade de passation de marchés, rationalise le contrôle a priori, supprime définitivement les régimes dérogatoires, responsabilise davantage les ministères et organismes dépensiers et systématise le contrôle a posteriori.

Au plan institutionnel, la réforme a contribué à la création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) sous forme d'autorité administrative indépendante, distincte du service administratif chargé du contrôle a priori de la passation des marchés, en l'occurrence la Direction centrale des Marchés publics (DCMP).

Les missions de l'ARMP, autorité administrative indépendante dotée de l'autonomie financière, s'organisent autour du principe qui vise à séparer les fonctions de contrôle des marchés publics (conférées à la DCMP) des fonctions de régulation qui lui permettent d'intervenir sur l'ensemble du secteur, tant à travers des missions d'assistance dans l'élaboration des politiques ou de la conception d'outils de passation (documents et formulaires standards...), qu'en matière de formation ou de développement du cadre professionnel en plus des fonctions mêmes qui constituent le cœur de la régulation, l'audit et le règlement des conflits.

En particulier, l'ARMP est tenue de faire réaliser, à la fin de chaque gestion budgétaire, un audit indépendant en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés et conventions.

La présente mission concerne la mise en œuvre d'une revue indépendante pour la vérification, au titre de la gestion 2009 et, en référence au Code des Marchés publics (CMP), de la transparence et des conditions de régularité des procédures d'élaboration, de passation et d'exécution des marchés publics des autorités contractantes indiquées dans les termes de référence de la mission.

## **2.2 OBJECTIFS DE LA MISSION**

### **2.2.1 Objectifs Généraux**

Comme indiqué dans les termes de référence, la mission a pour objectif principal, au sein des autorités contractantes, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1<sup>er</sup> Janvier et le 31 Décembre 2009, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés. Il s'agira principalement de dégager un jugement sur l'adéquation des procédures de passation de marchés suivies et les modalités de la gestion des contrats, en relation avec les dispositions du CMP pour les dépenses de ces autorités contractantes.

### **2.2.2 Objectifs Spécifiques**

Il s'agira dans le cadre de cette mission:

- (a). d'exprimer une opinion indépendante sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; cette opinion sera formulée individuellement pour chaque autorité contractante ;
- (b). de vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, efficacité, équité et transparence, édictés par le Code des Marchés Publics;
- (c). de fournir une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- (d). d'identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non respect des éléments constitutifs des cahiers de charge, de non respect des seuils fixés pour les avenants, de non respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, le consultant apportera un jugement sur l'acceptabilité de telles situations en regard des dispositions du CMP ;
- (e). de procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, nous examinerons le degré d'application par l'autorité contractante, des décisions y relatives et nous apprécierons la pertinence desdites décisions ;
- (f). d'examiner et d'apprécier la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue par cette direction ;
- (g). de dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution et de donner une appréciation sur l'adéquation du niveau d'exécution physique avec le niveau de décaissement;
- (h). d'examiner et d'évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : nous passerons en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et

déduirons en fin de revue d'une part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; nous évaluerons aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe

(i). d'examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation de marchés et des différents contrôles internes ;

(j). de formuler des recommandations pertinentes pour l'amélioration des systèmes et procédures et pour le respect des dispositions légales et réglementaires qui régissent la passation des marchés publics.

Conformément aux termes de références, nous nous appuierons autant que de besoin sur un expert de l'ARMP pour la facilitation de nos interventions au niveau des autorités contractantes et de la constitution de la documentation nécessaire à la mise en œuvre efficace de nos travaux.

En fin de mission, une session de formation de deux jours sera organisée à l'intention des experts de l'ARMP et de la DCMP (5 pour chaque structure) sur les pratiques d'audit en matière de passation des marchés.

### **2.2.3 Etendue des travaux à effectuer**

Nos travaux ont porté principalement sur la vérification, au sein des autorités contractantes de l'application des dispositions du CMP dans le cadre de la passation des marchés passés en 2009, la formulation de recommandations tant au niveau organisationnel qu'au niveau de la mise en œuvre de la passation et de l'exécution des marchés quelles qu'en soient les sources de financement.

A cet effet, nous avons procédé, comme indiqué dans les termes de références:

**a) en début de mission, à la sélectionner d'un échantillon représentatif en type de contrat, taille et mode de passation des marchés ; l'échantillon est composé comme suit :**

- au moins 15% des marchés atteignant les seuils de contrôle de la DCMP (non compris les marchés par entente directe),
- au moins 25% des marchés n'atteignant pas les seuils de contrôle de la DCMP mais supérieurs aux seuils de passation de marchés (non compris les marchés par entente directe),
- au moins 25% des demandes de renseignements et de prix et,
- 100% des marchés passés par entente directe.

Pour chaque catégorie de marchés dont la population est inférieure à 10, le contrôle a été exhaustif.

Pour chacune des 2 premières catégories de marchés ci-dessus, nous nous sommes assurés que la distribution est adéquate en prenant compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux).

- b)** à la vérification de la procédure de passation des marchés sur cet échantillon (publicité préalable, dossier de consultation, validité de la méthode de passation choisie, couverture budgétaire, rapports d'évaluation des offres, traitement des plaintes, délais de passation, délais de publication des attributions, contenu des contrats signés avec les titulaires des marchés, délais des paiements, respect des délais d'exécution, respect des procédures de réception, etc.) ; à chaque fois que cela est applicable, examiner la conformité des avis de la DCMP avec la réglementation ;
- c)** à l'examen et à l'analyse du respect de certaines dispositions particulièrement importantes du CMP telles que, l'inscription préalable des marchés dans les plans et avis généraux de passation de marchés, l'attribution aux moins disants qualifiés, le non fractionnement de marchés, les conditions préalables de mise en concurrence, les réponses aux demandes d'éclaircissement demandées par les candidats, l'approbation des marchés par les autorités compétentes, les éléments constitutifs des cahiers des charges, les seuils des avenants, le respect des délais d'exécution, les cas de résiliation, etc. ;
- d)** à l'élaboration des statistiques sur les marchés ; nous procéderons, en particulier, à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants, DRP) ;
- e)** à l'examen de la qualité, la transparence et l'efficacité des opérations de passation des marchés de l'autorité contractante, de même son organisation institutionnelle pour la gestion des marchés (hommes, procédures, système de suivi et de contrôle) ;
- f)** à la vérification de l'enregistrement des contrats à la charge des titulaires, de la production des garanties de restitution d'avances et des garanties de bonne exécution, la tenue des registres de marchés côtés paraphés, ....
- g)** à la formulation des recommandations pour une meilleure application du CMP ;
- h)** à l'animation de séances de formation de 2 jours sur les pratiques d'audit en matière de passation de marchés au bénéfice d'environ 5 experts de l'ARMP et 5 experts de la Direction Centrale des Marchés Publics – DCMP). Les sessions de formation seront organisées au siège des dites institutions.

## **AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE**

Nous avons procédé, comme indiqué dans les termes de référence, à un deuxième échantillonnage de marchés qui ont été soumis à une vérification physique approfondie. Ce contrôle physique a porté sur 25% des marchés en cours d'exécution ou déjà exécutés par l'autorité contractante pour l'exercice concerné par l'audit, en excluant les contrats non éligibles au contrôle physique, auxquels s'ajouteront tous les marchés ayant fait l'objet de litiges et ceux passés par entente directe.

Le contrôle physique a porté pour chaque marché sélectionné, sur les aspects suivants:

- Contrôle de la matérialité des dépenses effectuées ;
- Diagnostic sur l'état des ouvrages, équipements, fournitures, ou rapports (pour les prestations intellectuelles) par référence à leur prix, à leur description dans le marché et à leur état actuel, compte tenu de leur âge et leurs conditions d'utilisation ;
- Conformité de la réception de la livraison ou de l'achèvement des travaux, biens ou services avec les spécifications du marché et normes techniques ;
- Justification technique et financière des avenants et ordres de services signés.

Plus précisément pour les marchés de travaux, les expertises ont porté sur :

- La conformité physique des travaux avec les procès verbaux de réception provisoire et définitive ;
- La qualité, la véracité et la sincérité des documents de Contrôle par rapport aux constatations physiques pouvant être faites sur site ;
- L'état de fonctionnement des ouvrages ;
- Les prix unitaires pratiqués pour les principales rubriques par rapport à ceux du marché ;
- La cohérence des quantités ;
- La mise à jour des malfaçons ;
- Les dangers éventuels pouvant découler de certains ouvrages ;
- Etc...

Pour les marchés passés par entente directe, le consultant prendra les dispositions pour s'assurer le contrôle des prix de revient.

Dans ses recommandations, le Consultant donnera des indications claires sur les marchés dans lesquels il ya des indices des fraudes et de corruption afin de permettre à l'ARMP de poursuivre les investigations appropriées.

L'Audit de l'exécution physique constituera la deuxième phase de la mission et fera l'objet d'un rapport séparé.

#### **2.2.4 Rapports émis au terme de la mission**

Comme indiqué dans les termes de référence, nous produirons à l'issue de la mission et pour chaque autorité contractante les documents ci après :

- (i) un rapport individuel provisoire en dix (10) exemplaires 2 mois après le début des prestations et,
- (ii) un rapport individuel final en dix (10) exemplaires 2 semaines après notification des observations de l'ARMP et des autorités contractantes. Ces différents rapports seront soumis sur support informatique.

Outre une description des procédures d'audit utilisées, les rapports comprendront également un sous rapport sur la qualité des structures de passation des marchés (notamment Commission des Marchés, cellules de passation des marchés et contrôles internes). Ce sous rapport portera sur l'analyse des insuffisances en rapport avec le CMP et un sous rapport de synthèse sur le degré de respect des dispositions du CMP par les autorités contractantes.

Les rapports seront élaborés conformément aux indications des termes de référence.



### **SECTION 3 APPROCHE METHODOLOGIQUE**

### **3. APPROCHE METHODOLOGIQUE**

Pour atteindre les objectifs décrits ci – avant, nous avons mis en œuvre les phases de travaux ci - après :

#### **3.1 PHASE 1 - REVUE APPROFONDIE DES TEXTES DE REFERENCE**

Nous avons effectué à l'entame de la mission une prise de connaissance approfondie du cadre général de la passation des marchés publics, avec notamment une revue des textes législatifs et réglementaires en vigueur et de l'ensemble des référentiels de base applicables à la passation des marchés et à l'autorité contractante à savoir :

- directive N° 4/2005 /CM/ UEMOA portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public ;
- directive N° 5/2005/CM/UEMOA portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public de l'UEMOA ;
- décret 2007 - 545 portant Code des Marchés Publics ;
- décret 2007 - 546 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP ;
- décret 2007 - 547 portant création de la DCMP ;
- décret 2005 - 576 du 16 juin 2005 portant charte de transparence et d'éthique en matière de passation des marchés publics ;
- arrêté du Premier Ministre 11 580 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 138 du NCMP fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de passation des marchés ;
- arrêté du MEF 092 286 du 3 octobre 2007 portant organisation et fonctionnement de la DCMP ;
- arrêté du MEF 11 583 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 111 du NCMP fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission ;
- arrêté du MEF 11 584 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 112 du NCMP fixant les seuils à partir desquels il est requis de garantie de bonne exécution ;
- arrêté 11 585 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 77 Alinéa 3 du NCMP relatif aux commandes pouvant être dispensés de forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoire ou factures ;
- arrêté 11 586 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 35 du NCMP relatif aux CPM et CM ;
- arrêté 11 587 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 45 du NCMP fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics ;

- arrêté 11 588 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 36 Alinéa 1 du NCMP fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des Commissions de Marchés des Autorités Contractantes ;
- Circulaire du Premier Ministre 003 du 20 novembre 2007 portant directives pour la mise en œuvre des plans de passation des marchés publics ;
- Circulaire du Premier Ministre 005 du 28 décembre 2007 portant directives pour la mise en place des Cellules de Passation des Marchés par les Autorités Contractantes ;
- loi 06 – 16 du 30 juin 2006 modifiant la loi 65 – 61 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration ;
- décret 2003 – 101 du 13 mars 2003 portant Règlement Général sur la Comptabilité Publique ;
- loi 98 – 08 du 2 mars 1998 portant réforme hospitalière ;
- loi 98 – 12 du 2 mars 1998 relative à la création, à l'organisation et au fonctionnement des Etablissements Publics de Santé (EPS) ;
- décret 98 – 701 du 26 août 1998 relatif à l'organisation des Etablissements Publics de Santé Hospitalière ;
- décret 98 – 702 du 26 août 1998 portant organisation administrative des Etablissements Publics de Santé ;
- arrêté ministériel N° 8402 MSAS/CAB/CTM4 du 24 juin 1970 fixant les modalités de l'approvisionnement pharmaceutique des services et formations sanitaires ;
- arrêté ministériel N° 10718/MSP/DPL du 15 décembre 2008 portant révision des listes nationales des médicaments et produits essentiels ;
- .....

### **3.2 PHASE 2 - ANALYSE DE L'ORGANISATION ET DE L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES**

Dans le cadre de l'exécution de notre mission, nous avons effectué une revue succincte de l'organisation et du fonctionnement de l'Hôpital Aristide Le Dantec pour apprécier la capacité des structures et de systèmes à mettre en œuvre de manière efficace les procédures d'exécution et de contrôle des opérations de passation des marchés. A cet effet, nous avons mis en œuvre les modules de travaux ci – après :

- analyse de l'organisation institutionnelle mise en place au regard des dispositions de l'article 35 du CMP, des systèmes de gestion financière et des procédures de contrôle interne pour apprécier leur aptitude à gérer la commande publique ;
- évaluation de la qualité des procédures de passation des marchés quant à leur conception et à leur correcte mise en œuvre ;
- appréciation de la capacité des acteurs de la passation des marchés à gérer la commande publique au regard de leur cursus académique et professionnel ;
- contrôle de la régularité des dépenses ;
- revue de la conformité des actes de nomination des membres des Commissions des Marchés et des Cellules de Passation des Marchés.

Cette analyse de l'environnement de la passation des marchés revêt une importance de tout premier plan dans l'approche risque que nous avons mise en œuvre dans le cadre de cette mission. En effet le risque d'audit comprend une composante risque inhérent portant sur l'environnement et liée à l'intégrité, à l'expérience, à la compétence de la direction, aux pressions fortes qu'elle est susceptible de subir... Notre programme de vérification a été par conséquent modulé pour circonscrire ce risque inhérent de manière à réduire le risque d'audit. Le secteur hospitalier très endetté et doit faire face très souvent à l'urgence de mettre à temps à la disposition du personnel médical les médicaments, de nourrir les malades et le personnel d'où la forte propension à acheter bien avant la conclusion des contrats et à procéder à des régularisations après service fait.

Par ailleurs, l'analyse approfondie des procédures et du système de contrôle interne évoquée ci – avant, nous a permis de circonscrire le risque de contrôle dans la mise en œuvre des procédures de passation et d'exécution des marchés.

Ainsi, notre analyse des trois systèmes d'organisation, d'information et de contrôle nous a permis de faire une évaluation de la pertinence de la définition des pouvoirs, des responsabilités et de la séparation des fonctions d'une part et, d'autre part d'évaluer la capacité desdits systèmes à maîtriser les risques liés aux opérations de passation des marchés relativement aux assertions d'audit. Cette phase est au cœur de l'approche par les risques que nous avons mise en œuvre dans le cadre de cette mission.

### **3.3 PHASE 3 - VERIFICATION DES DIFFERENTES ETAPES DE LA PASSATION DES MARCHES**

La mise en œuvre de l'approche par les risques ci – avant mentionnée nous a conduits à procéder par sondage « ...un audit consiste à examiner par sondage les éléments probants... » et il s'agit d'être raisonnablement sûr qu'il n'existe pas d'anomalies dites significatives (matérialité ou seuil de signification).

Précisons que les termes de référence ont donné des indications sur la taille des échantillons à constituer pour les différents types de marchés.

Ainsi, pour les besoins de nos travaux nous avons utilisé les techniques d'échantillonnage appropriées de manière à couvrir toutes les natures de marchés. A cet effet, nous avons mis en œuvre une approche à deux niveaux qui a comporté la constitution d'un premier échantillon déterminé par sélection systématique ou au hasard sur lequel porteront les vérifications. La nature des anomalies décelées a permis dans certains cas à reconstituer un second échantillon sur lequel porteront également nos vérifications. L'analyse et la projection des résultats permettra soit de tirer des conclusions soit de réévaluer le risque d'échantillonnage.

Les contrôles préalables suivants seront effectués :

- rapprochement du plan de passation des marchés obtenu avec celui qui a été publié par la DCMP sur le portail des marchés publics,
- rapprochement de l'avis général de passation des marchés avec le plan de passation des marchés,
- rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec les données statistiques consignées dans le portail des marchés publics,
- contrôle et rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec la situation d'exécution budgétaire et avec les mouvements cumulés des comptes fournisseurs retracés dans la balance auxiliaire des comptes fournisseurs,
- sélection, conformément aux termes de référence de la mission, d'un échantillon de marchés à contrôler sur la base de critères combinés liés au mode de passation, au montant et au type de marchés,
- contrôle de la correcte mise en œuvre de toutes les étapes de la passation des marchés.

Pour l'exécution de cette **PHASE N°3**, nous mettrons en œuvre les **MODULES** de travaux ci après qui épousent les contours des différentes étapes de la passation des marchés.

### **3.3.1 MODULE 1 - AUDIT DE LA PREPARATION DES MARCHES**

Dans cette étape de contrôle, les questions qui se posent de prime abord sont les suivantes :

- le besoin existe-t- il réellement ?
- le besoin est – il bien quantifié et valorisé ?

Les contrôles porteront sur les aspects relatifs :

- à la conformité du mode de passation utilisé au regard des seuils de passation, (le risque à circonscrire c'est qu'une **méthode de passation inappropriée** soit utilisée. La démultiplication de procédures de DRP peut cacher un fractionnement des marchés ; tous les **marchés suspects** autrement dit dont le montant avoisine les seuils de passation des marchés par AO seront couverts à 100% ; les marchés attribués à des fournisseurs selon une **fréquence anormalement élevée** seront particulièrement surveillés),
- au respect des règles en matière de revue préalable, par la DCMP, des dossiers d'appel à la concurrence, des rapports d'évaluation ou des contrats,
- à l'autorisation préalable de la DCMP sur toutes les ententes directes (au-delà des autorisations c'est **la question de l'opportunité des ED qui sera examinée** d'une part, **la compétitivité des coûts sera examinée** d'autre part. La nature des informations nécessaires au contrôle des prix de revient est-elle précisée dans le

contrat ? Le contrôle des prix de revient est-il effectif ? L'Autorité Contractante est-elle outillée pour effectuer ce contrôle ? ),

- au respect des règles de publicité et / ou de sélection des soumissionnaires potentiels (il faudra **déceler toutes les entraves au libre accès** à la commande publique),
- au contenu, à la clarté et à l'exhaustivité des dossiers d'appel à candidatures, (**appréciation de la pertinence des critères d'évaluation et d'attribution**, identification de tous les **critères discriminatoires** constituant des entraves au libre accès à la commande publique qu'il s'agisse des spécifications techniques ou des critères de qualification),
- au contenu des avis d'appel à candidatures et / ou invitations à soumissionner,
- au respect des délais de préparation des offres,
- à la gestion de la période de préparation des offres notamment la **gestion des interactions avec les soumissionnaires** (réponses dans les formes et les délais requis aux interrogations formelles communiquées à tous les soumissionnaires par la PRM ou la personne désignée à cet effet dans le DAC, informations sur l'ouverture),
- au respect des délais de passation des marchés (appréciation de la performance de l'AC, contrôle de la date d'attribution au regard de la durée de validité des offres et subséquemment application de la formule d'actualisation qui doit figurer dans le DAO).

### 3.3.2 MODULE 2 - AUDIT DE LA GESTION DE L'ATTRIBUTION

- vérification de l'existence des registres des marchés cotés et paraphés (dates d'envoi des DAC, dates d'arrivée des offres, vérification des convocations des membres de la CM),
- vérification du contenu des procès verbaux d'ouverture des offres (la CM est-elle régulière ? le PV est-il conforme à l'esprit du code, se limite-t-il à constater plutôt que de prendre des décisions notamment d'élimination inopportune à l'ouverture?),
- vérification de la conformité des informations consignées dans le procès verbaux ou rapports d'évaluation des offres avec le contenu des offres,
- vérification de la **conformité de l'évaluation à l'esprit du code notamment entre l'évaluation de l'offre et l'évaluation ex - post du soumissionnaire à travers les critères de qualification**,
- vérification de l'utilisation exclusive des critères d'évaluation annoncés dans le DAC,
- contrôle de l'application des critères de correction des offres financières,
- **contrôle de la réalité économique des prix proposés**,
- **contrôle d'existence des soumissionnaires pour identifier les éventuelles collusions ou les conflits d'intérêt**,

- vérification du contenu des procès verbaux d'attribution provisoire (vérification du contrôle des critères de qualification du soumissionnaire),
- vérification du contenu des lettres de notification de l'attribution provisoire (vérifier l'existence et apprécier la pertinence de l'avis de la DCMP si requis),
- vérification de la publicité des attributions provisoires et du contenu des avis,
- vérification de l'information des soumissionnaires non retenus et des réponses à leurs demandes d'informations,
- appréciation de la gestion des recours par l'Autorité Contractante et par l'ARMP,
- vérification du contenu des marchés et des éventuels PV de négociation dans les marchés de prestations intellectuelles (vérification et appréciation de l'avis éventuel de la DCMP),
- vérification de l'existence d'une couverture budgétaire suffisante et préalable,
- vérification de l'approbation (respect des délais, motifs de rejet éventuel conforme aux dispositions du code à savoir l'absence de crédits suffisants),
- vérification de la publicité des attributions définitives et du contenu des avis,
- vérification du respect des délais de passation des marchés (attribution pendant la période de validité des offres sinon vérifier l'existence d'une demande formelle de prorogation de la durée de validité des offres),
- vérification de la restitution des garanties de soumission dans les délais requis.

### **3.3.3 MODULE 3 - AUDIT DE LA GESTION DE L'EXECUTION DES MARCHES DANS SES ASPECTS ADMINISTRATIFS, FINANCIERS ET PHYSIQUES**

- vérification du respect du formalisme de la notification qui fait courir les délais contractuels,
- vérification du recueil des garanties (garantie de bonne exécution), de leur conformité aux modèles fournis dans les DAC et de leur durée de validité,
- vérification de l'habilitation par le MEF des organismes qui délivrent les garanties,
- vérification du non paiement du premier décompte avant la constitution du cautionnement définitif,
- vérification du respect des délais d'exécution des marchés et éventuellement de l'application des clauses de pénalités,
- vérification du contenu des contrats,
- évaluation de l'organisation mise en place par l'Autorité Contractante pour le suivi de l'exécution du marché (processus de validation des différentes étapes, respect des dispositions relatives au paiement, **contrôle de cohérence entre l'exécution physique et l'exécution financière**),
- vérification de la conformité des avenants éventuels,
- vérification de la gestion des éventuels litiges,
- vérification de la réception effective des biens et services (**vérification de la matérialité des prestations**, vérification de la régularité des commissions de réceptions, vérification de l'enregistrement en comptabilité matières),

- vérification de la mise en œuvre des garanties en cas de besoin (garantie de bonne exécution et garantie décennale),
- vérification de la levée des cautionnements dans les délais requis.



## **SECTION 4. RESULTATS DES TRAVAUX**

## **4. RESULTATS DES TRAVAUX**

### **4.1 REVUE DU CADRE INSTITUTIONNEL ET L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES**

#### **4.1.1 COMMISSION DES MARCHES**

La Commission des Marchés de l'Hôpital Aristide Le Dantec compétente pour les opérations de passation des marchés a été instituée conformément à l'arrêté N° 11 588 du 28 décembre 2007 du Ministre de l'Economie et des Finances pris en application des dispositions de l'article 35 du décret 2007 – 545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics et relatif aux Commissions des Marchés.

L'arrêté de nomination des membres de la Commission des Marchés (CM) a été pris en date du 05 janvier 2009 mais un deuxième du 18 mai 2009 a été élaboré pour apporter des modifications de certains membres.

La mission a relevé que la Commission des Marchés a préparé son rapport annuel pour faire la synthèse de ses activités durant les exercices 2008 et 2009. Ce rapport a été transmis le 31 mars 2010 à la DCMP et l'ARMP.

#### **4.1.2 CELLULE DE PASSATION DES MARCHES**

La Cellule de Passation des Marchés a été instituée conformément à l'arrêté N° 11 586 du 28 décembre 2007 du Ministre de l'Economie et des Finances pris en application des dispositions de l'article 35 du décret 2007 – 545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics et relatif aux Cellules de Passation des Marchés. Le premier acte de nomination des membres de la cellule de Passation des Marchés a été pris en date du 05 janvier 2009. Un second en substitution du premier a été établi le 18 mai 2009 pour modification de certains membres.

La Cellule de Passation des Marchés a produit ses rapports trimestriels comme stipulé dans le CMP.

L'exploitation des soumissions reçues dans le cadre des appels d'offres est bien formalisée avec l'élaboration de procès verbaux d'ouverture, de rapports d'évaluation et de procès verbaux d'attribution distincts et établis dans les formes requises conformément aux articles 67- 4 et 81 du CMP.

Cependant, nous notons que la transmission des procès verbaux d'ouverture des plis aux soumissionnaires et l'information des candidats non retenus au terme des procédures de sélection n'est pas systématique.

#### **4.1.3 CHARTE D'ETHIQUE ET DE TRANSPARENCE EN MATIERE DE PASSATION DES MARCHES PUBLICS**

Les attestations de prise de connaissance de la **charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics** ont été signées par tous les membres et suppléants de la Commission des Marchés et de la Cellule de Passation des Marchés conformément au décret 2005-575 du 22 juin 2005 portant approbation de la Charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics et à l'arrêté 11 587 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 45 alinéa 5 du Code des Marchés Publics fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics. Ces attestations ont été transmises à la DCMP et à l'ARMP en même temps que les actes de nomination des membres des organes de la passation des marchés.

#### **4.1.4 PLAN DE PASSATION DES MARCHES**

Le Plan de Passation des Marchés initial a été établi le 02 décembre 2008. Plusieurs additifs ont été effectués ramenant à plusieurs PPM révisés dont le dernier a été transmis à la DCMP le 24 novembre 2009 conformément aux dispositions de l'article 6 du CMP. Il est présenté dans le format défini par la DCMP. Il comprend, outre les appels d'offres, les ententes directes et les avenants.

#### **4.1.5 AVIS GENERAL DE PASSATION DES MARCHES**

**L'Avis Général de Passation des Marchés** publié dans le Quotidien « Le Soleil » des 20 et 21 décembre 2008 est conforme au PPM publié sur le portail des marchés publics. L'Autorité Contractante s'est acquittée de son obligation d'information des soumissionnaires potentiels dans les délais réglementaires puisqu'il est fait obligation à chaque Autorité Contractante de publier un Avis Général de Passation des Marchés au plus tard le 31 janvier de l'année en cours.

#### **4.1.6 RAPPEL DES SEUILS APPLICABLES A L'HALD**

Les seuils de passation, de contrôle préalable et d'approbation des marchés de l'HALD sont résumés dans les tableaux récapitulatifs ci – après :

**TABLEAU DE SYNTHESE DES SEUILS APPLICABLES A L'HÔPITAL ARISTIDE LE DANTEC EN VERTU DE L'ARTICLE 53 DU CODE DES MARCHES PUBLICS, DES ARRETES 11 580 , 11 583 ET 11 584 DU MINITRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES EN APPLICATION DES ARTICLES 138, 111 ET 112 DU CODE DES MARCHES PUBLICS**

Type de marchés	Seuils de passation par AO	Seuil de contrôle DCMP sur DAC	Seuil de contrôle DCMP sur Rapport d'évaluation	Seuil de contrôle DCMP sur Contrat	Garantie de soumission	Garantie de bonne exécution
<b>Travaux</b>	25	250	100	800	$\geq 60$	$\geq 35$
<b>Fournitures et services</b>	15	150	40	400	$\geq 30$	$\geq 25$
<b>Prestations Intellectuelles</b>	25	150	40	350	NA	$\geq 35$

**TABLEAU DE SYNTHESES DES SEUILS ET AUTORITES D'APPROBATION EN VERTU DE L'ARTICLE 29 DU CODE DES MARCHES PUBLICS**

Seuils d'approbation	Autorité d'approbation
montant du marché est inférieur à 50 000 000 F CFA	Directeur de l'Hôpital
montant du marché est supérieur ou égal à 50 000 000 F CFA et inférieur à 150 000 000 F CFA	Président du Conseil d'Administration
montant du marché est supérieur ou égal à 150 000 000 F CFA	Ministre de l'Economie et des Finances

## **4.2 EXAMEN DES MARCHES**

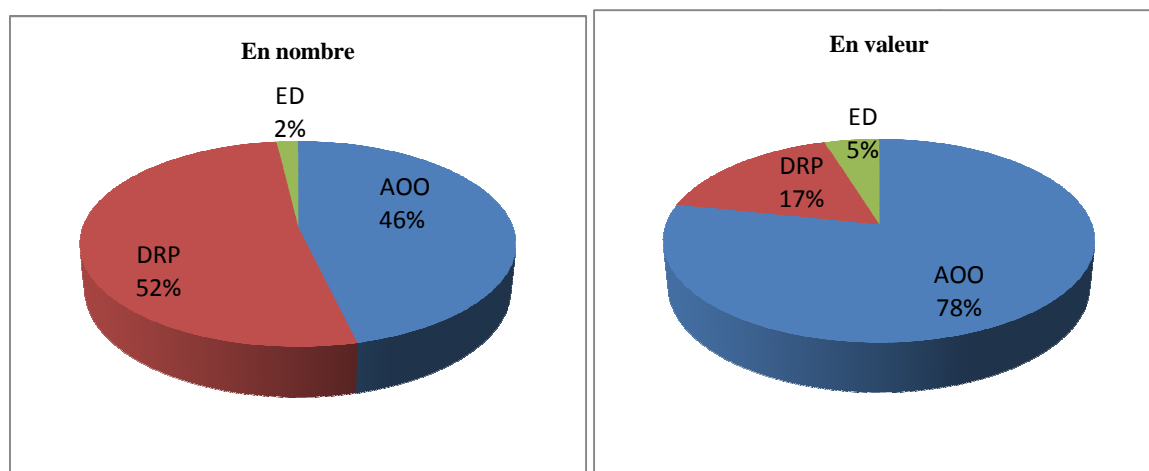
### **4.2.1 PERIMETRE COUVERT**

Le tableau récapitulatif ci – après donne le volume et la valeur des marchés présentés et des marchés couverts au titre de la gestion 2009 :

**Tableau récapitulatif des marchés présentés et revus par mode de passation**

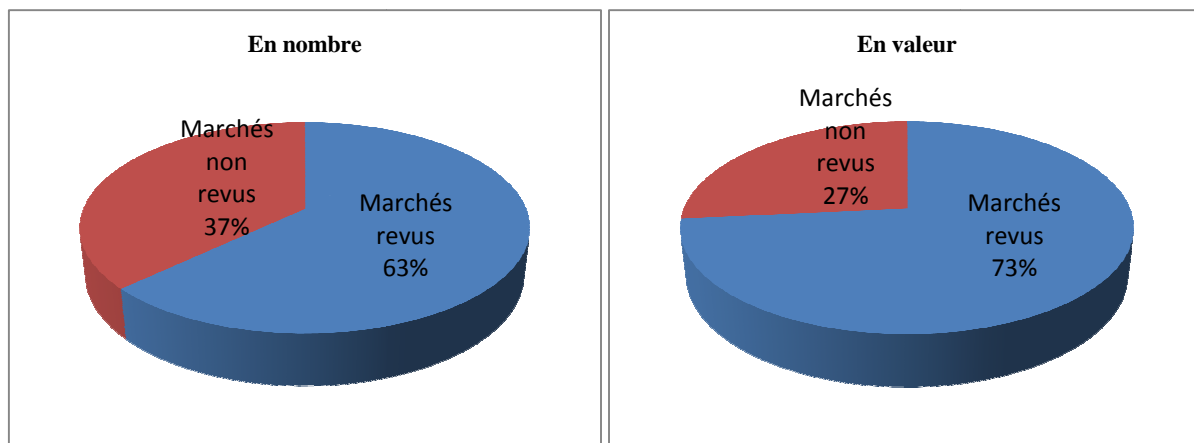
Modes de passation de marchés	Typologie des marchés passés au titre de la gestion 2009		Typologie des marchés examinés lors de la présente revue		Taux de couverture	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
<b>Appel d'offres ouvert (AOO)</b>	25	1 199 072 781	19	865 061 845	76%	72,14%
<b>Appel d'offres restreint (AOR)</b>	-	-	-	-	-	-
<b>Demande de Proposition (DP)</b>	-	-	-	-	-	-
<b>Demande de Renseignements et de Prix (DRP)</b>	28	259 216 194	14	186 827 319	50%	72,07%
<b>Entente directe (ED)</b>	1	73 091 374	1	73 091 374	100%	100%
<b>Avenant</b>	-	-	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>54</b>	<b>1 531 380 349</b>	<b>34</b>	<b>1 124 980 538</b>	<b>63%</b>	<b>73,46%</b>

La répartition des marchés présentés par les AC se présente comme suit par mode de présentation :

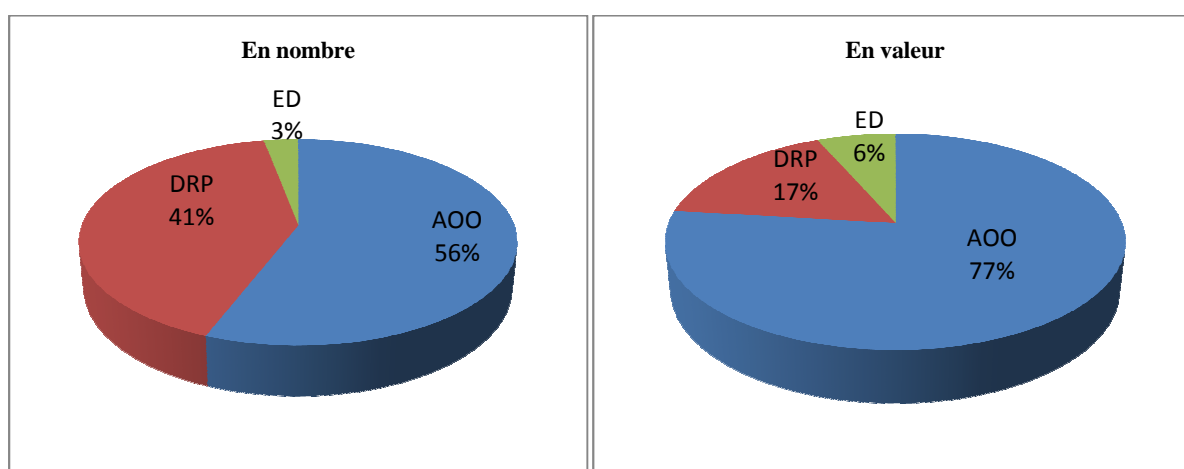


**CARTOGRAPHIE DES MARCHES PRESENTES PAR MODE DE PASSATION EN NOMBRE ET EN VALEUR**

Les diagrammes ci – après illustrent la couverture globale des marchés par nos travaux et la répartition des marchés couverts par mode de passation :



**CARTOGRAPHIE DES MARCHES COUVERTS EN NOMBRE ET EN VALEUR**



**DISTRIBUTION DES MARCHES COUVERTS PAR MODE DE PASSATION EN NOMBRE ET EN VALEUR**

#### 4.2.2 MARCHES CONCLUS SUITE A UNE ENTENTE DIRECTE

L'Hôpital Aristide Le Dantec a conclu au cours de l'exercice sous revue une entente directe sur les quatre initialement prévus dans son Plan de Passation des Marchés soit un taux d'exécution de 25 %. L'échantillon devrait porter sur 100% des ententes directes mais une seule a été exécutée. Les principales constatations sont présentées ci – après :

<b>ED N° F0943/09 FOURNITURE DE REACTIFS ET CONSOMMABLES DES AUTOMATES COBAS INTEGRA ET ELECTYS 2010 DE BIOCHIMIE</b>	
<b>Demande d'ANO dur l'ED</b>	12 juillet 2009
<b>Date de l'ANO de la DCMF</b>	27 août 2009
<b>Date de souscription</b>	15 octobre 2009
<b>Date d'approbation</b>	27 octobre 2009
<b>Date de notification</b>	30 novembre 2009
<b>Attributaire</b>	TBS Health and Consulting SARL
<b>Montant du marché en F CFA TTC</b>	73 091 364 F CFA TTC
<b>Observation</b>	<p>Les attestations d'exclusivité produites ne sont données par le constructeur des machines ROCHE devant utiliser les réactifs qu'au gré des opportunités de marchés. En effet, nous avons noté des chevauchements dans les périodes de validité et zones de couverture desdites attestations d'exclusivité délivrées par ROCHE à ABS, TBS Health and Consulting et Delta Médical. Ces attestations ne constituent pas de véritables contrats d'exclusivité mais plutôt des autorisations ponctuelles de vente pour des clients déterminées et des machines bien identifiées.</p> <p>Ce faisant, ces attestations ne peuvent justifier la passation de marchés par entente directe dans la mesure où plusieurs fournisseurs peuvent s'en prévaloir. Une consultation restreinte aurait pu être organisée entre ces fournisseurs.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Exiger de véritables contrats d'exclusivité comme base d'autorisation des marchés par entente directe;</p> <p>A défaut recommander aux AC d'organiser des consultations restreintes</p>

<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	<p>L'HALD avait acquis un appareil d'automate de biochimie qui est un appareil fermé, qui donc ne fonctionne qu'avec des réactifs fournis par ROCHE.</p> <p>A l'appui de la demande d'autorisation de passer un marché par entente directe avec TBS, qui détient un droit d'exclusivité pour commercialiser les produits ROCHE au SENEGAL, TBS a produit un contrat d'exclusivité signé en bonne et due forme avec les laboratoires ROCHE.</p> <p>C'est au vu de ces documents entre autres, qu'un rapport a été transmis à la DCMP pour demander une autorisation de passer un marché par entente directe avec TBS HEALTH AND CONSULTING SARL.</p> <p>Nous précisons aussi que c'est bel et bien un contrat d'exclusivité qui a été produit en plus des attestations d'exclusivité.</p> <p>Quant aux attestations d'exclusivité que les laboratoires ROCHE auraient délivrées à ABS et Delta Médical, cela ne saurait malheureusement engager l'HALD, car HALD ne peut être au secret de toutes les relations de partenariat que les laboratoires ROCHE ont avec des tiers.</p> <p>Au surplus, si l'information nous était parvenue au moment de la conclusion du marché, nous aurions opportunément lancé un appel d'offre même restreint entre ces différents fournisseurs afin de bénéficier des meilleures conditions du marché.</p> <p>Enfin, HALD n'a pu conclure ce marché qu'avec l'autorisation de la DCMP qui a certainement exercé tous les contrôles requis en amont avant de donner son aval pour la conclusion de ce marché.</p>
<b>Appréciation du Consultant</b>	<p>Nous avons pris bonne note de vos précisions. Nous reconnaissons effectivement que HALD et la DCMP ne pouvaient se fier qu'aux contrats d'exclusivité qui leur ont été présentés.</p> <p>En conséquence, nous reconnaissons que le recours à une consultation restreinte n'aurait pas pu être envisagé par HALD.</p>



### 4.2.3 MARCHES CONCLUS PAR AO

L'Hôpital Aristide Le Dantec a conclu au cours de l'exercice sous revue neuf appels d'offres (25 marchés) sur les dix neuf initialement prévus dans son Plan de Passation des Marchés soit un taux d'exécution de 47,36 %. Nous avons examiné six appels d'offres (19 marchés) donc l'échantillon sur lequel ont porté nos travaux représente 63% en nombre et 73,46% en valeur. Les principales constatations sont présentées ci – après :

<b>AO N° 08/09 FOURNITURES DE MAINTENANCE</b>	
<b>Date de l'avis général de passation des marchés</b>	20 décembre 2008 dans Le Soleil N° 11569
<b>Date du DAO</b>	27 mars 2009
<b>Durée de validité des offres</b>	90 jours
<b>Demande d'avis de la DCMP sur le DAO</b>	03 avril 2009
<b>Date de l'ANO de la DCMP</b>	23 avril 2009
<b>Date de publication de l'Avis d'Appel d'Offres</b>	05 mai 2009 dans L'Observateur N° 1682
<b>Date limite de dépôt des offres</b>	05 juin 2009 à 11H30
<b>Délai de préparation des offres</b>	30 jours
<b>Date d'ouverture des plis</b>	05 juin 2009
<b>Date de l'évaluation technique</b>	Du 15 au 29 juin 2009
<b>Date d'attribution</b>	28 août 2009
<b>Date de l'ANO de la DCMP sur l'attribution</b>	Néant
<b>Date de publication de l'avis d'attribution provisoire</b>	04 septembre 2009 dans L'Observateur N° 1784
<b>Date de la demande d'avis de la DCMP sur le projet de marché</b>	09 octobre 2009
<b>Date de l'avis de la DCMP avant approbation des projets de marché</b>	21 octobre 2009
<b>Date de réception</b>	22 octobre 2009 : Pyramide Trading
<b>Date d'approbation du rapport de présentation</b>	26 octobre 2009

<b>Date de transmission du dossier à la DCMP pour immatriculation</b>			28 octobre 2009
<b>Date de l'attestation d'existence de crédits</b>			Lot 2, 4 et 5 : 30 septembre 2009
<b>Date de publication de l'attribution définitive</b>			21 et 22 novembre 2009 dans L'Observateur N° 1850
<b>Date de notification et information aux candidats non retenus</b>			07 et 08 avril 2009
<b>Délai d'exécution</b>			1 an (sur toute l'année 2009)
<b>Garanties de soumission valides 120 jours après l'ouverture des plis</b>			<ul style="list-style-type: none"> <li>- Lots 1, 2, 4 : 660 000 F CFA par lot</li> <li>- Lot 3 : 240 000 F CFA</li> <li>- Lot 5 : 270 000 F CFA</li> </ul>
<b>Capacité à financer des besoins</b>			5 000 000 F CFA par lot
<b>Budget</b>			79 000 000 F CFA
<b>Attributaires</b>	<b>ETDM</b>	Lots 1 et 3 : Matériel de menuiserie et Electricité	21 500 000 F CFA TTC
	<b>ETS Elimane Fall</b>	Lots 2 et 5 : Quincaillerie et Peinture	26 000 000 F CFA TTC
	<b>Pyramide SA</b>	Lot 4 : Plomberie	17 500 000 F CFA TTC
<b>Non conformités</b>	<p>Les montants des marchés figurant dans les contrats sont inférieurs à ceux des attributions sans qu'aucune information ne soit fournie dans le dossier de marché.</p> <p>Nous avons constaté une situation contradictoire relativement à l'exécution du marché portant sur le lot N° 4 – Plomberie ayant donné lieu à l'émission d'un bon de commande N° 44772 pour 17 500 000 F CFA HT. D'une part nous avons un bordereau de livraison (N°090126 du 22/10/09; 090125 du 22/10/09) et un procès verbal de réception (N°1403 et 1404 du 22/10/09), d'autre part un procès verbal de carence (20/01/10) constatant la non exécution de la prestation. Ce même PV de carence a été transmis au fournisseur à l'appui de la mise en demeure qui lui a été servie.</p> <p>Il s'agit d'une exécution anticipée par l'engagement de la dépense avant même que la réception ne soit effective en produisant un procès verbal de réception fictif dans la mesure où un procès verbal de</p>		

	<p>carence a , par la suite été établi et une mise en demeure servie à l'attributaire.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Se conformer aux dispositions du COA qui proscriit toute exécution anticipée des contrats.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	<p>Les offres des soumissionnaires à l'ouverture sont préparées sur la base des quantités prévisionnelles figurant dans le cahier de charges. Et dans ces cahiers de charges, nous avons pris la précaution de préciser à l'intention des soumissionnaires que ces quantités sont susceptibles de révision à la hausse ou à la baisse en fonction des crédits ouverts. Comme prévu dans le cahier de charges, les quantités ont été révisées en fonction des crédits disponibles. C'est qui a expliqué que les montants des marchés étaient en définitive inférieurs aux montants des attributions.</p> <p>En effet, aucune contradiction, au vu de la chronologie des faits ne peut être relevée :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Un bon de commande global pour la totalité du marché avait été transmis à Pyramid Trading, ce, pour bloquer les crédits destinés au marché pour la fourniture d'articles de plomberie</li> <li>➤ Bordereau de livraison établi le 22 octobre 2009</li> <li>➤ Procès-verbal de carence dressé le 20/01/2010</li> </ul> <p>Le procès-verbal de carence et la mise en demeure ont été transmis au fournisseur bien après les deux livraisons ; cette procédure se justifie par le fait que sur un marché de 17 500 000F, seulement 2 millions environ ont été exécutés, soit un taux d'exécution de 11%.</p> <p>Le P.V de carence ne constate pas la non effectivité de la livraison du 22/10/2009, mais plutôt l'incapacité du fournisseur à exécuter totalement son marché (89%)</p>
<b>Appréciation du Consultant</b>	<p>Nous avons pris bonne note de vos précisions et retirons nos observations sur cette opération.</p>

<b>AO N° 01/09 NETTOIEMENT DE L'HOPITAL ARISTIDE LE DANTEC</b>			
<b>Date du DAO</b>		20 décembre 2008	
<b>Date de publication de l'Avis d'Appel d'Offres</b>		26 décembre 2008 dans le Soleil N° 11573	
<b>Date limite de dépôt des offres</b>		26 janvier 2009 à 11H30	
<b>Délai de préparation des offres</b>		30 jours	
<b>Durée de validité des offres</b>		60 jours	
<b>Date d'ouverture des plis</b>		26 janvier 2009	
<b>Date de l'évaluation technique</b>		non datée	
<b>Date d'attribution provisoire</b>		29 janvier 2009	
<b>Date de notification provisoire</b>		02 février 2009	
<b>Date de l'ANO de la DCMP sur l'attribution</b>		non transmis	
<b>Date de publication de l'avis d'attribution provisoire</b>		non transmis	
<b>Date d'approbation du rapport de présentation</b>		17 mars 2009	
<b>Date de l'attestation d'existence de crédits :</b>		Ets Khady : 17 mars 2009  Ets Keur Arame : non transmis	
<b>Date de publication de l'attribution définitive</b>		05 mai 2009 dans L'Observateur N° 1682	
<b>Délai d'exécution</b>		1 an renouvelable par avenant pour la 2 <sup>e</sup> année (2009-2010)	
<b>Budget</b>		70 000 000 F CFA	
<b>Attributaires</b>	<b>Ets Keur Arame</b>	<b>Lot 1 :</b> Pavillon d'accueil, consultations externes, ...	31 860 000 F CFA TTC
	<b>Ets Khady</b>	<b>Lot 2 :</b> Maternité, Banque de sang, ...	34 220 000 F CFA TTC

<b>Non conformités</b>	<p>Une attestation de capacité financière a été requise dans le DAO sans précision de montant d'où la disparité entre les montants produits par les Ets Khady (100 000 000 F CFA) et les Ets Keur Arame (25 000 000 F CFA)</p> <p>Chacun des candidats a fourni une garantie de soumission de 1 100 000 F CFA alors que le DAO exige cette garantie pour chacun des lots auxquels le candidat soumissionne. Dès lors, se pose la question de savoir à quel lot rattacher la garantie sachant que chacun des candidats a soumis une offre pour chaque lot.</p> <p>Le procès verbal d'ouverture n'a pas été transmis aux candidats comme le recommande l'article 67 du CMP;</p> <p>Le DAO dispose qu'aucun des candidats ne peut gagner deux lots; la formulation de cette disposition du DAO n'est pas conforme à l'esprit du CMP notamment au principe d'économie. Il aurait été plus indiqué de conditionner l'obtention de deux lots à des critères objectifs tels que le cumul des conditions de qualification requises pour chacun des lots. Dès lors, Keur Arame étant moins disant pour les deux lots aurait pu être attributaire de ces deux lots s'il satisfaisait au cumul des conditions de qualification édictées pour chaque lot.</p> <p>La commission n'a pas fait une évaluation des critères de qualification en faisant une comparaison des moyens matériels, humains, des qualifications professionnelles (indiqués dans le DAO)... des 2 entreprises conformément à l'article 59-1 CMP.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Apprécier la recevabilité des garanties de soumission et des offres au regard des indications du DAO;</p> <p>Eviter de limiter de manière arbitraire le nombre de lots susceptibles d'être attribués à un candidat en conditionnant cette attribution à des critères objectifs de qualification dans le DAO;</p> <p>L'examen des critères de qualification fait partie intégrante des critères d'attribution d'où la nécessité de les évaluer conformément aux indications du DAO.</p>

<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	<p>L'Hôpital Aristide le Dantec, dans un souci d'efficacité, a toujours voulu éviter d'attribuer tous les secteurs de l'hôpital à un seul candidat pour différentes raisons :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Eviter que les candidats, pour des raisons de moyens ne puissent pas, compte tenu de la taille de l'hôpital, s'acquitter convenablement de leurs obligations contractuelles (nous avons malheureusement eu des expériences malheureuses avec certains de nos fournisseurs ayant été attributaires de plusieurs lots)</li> <li>➤ Créer l'émulation entre les différents prestataires</li> </ul> <p>IL est évident que la suppression de la disposition du cahier des charges qui n'autorise pas un candidat donné à gagner 2 lots à la fois, permettrait de mieux respecter le principe d'économie, mais ce sont les raisons évoquées plus haut qui nous avaient conduits à inscrire ces mentions dans le cahier des charges</p> <p>D'ailleurs au cours des appels d'offres pour la gestion budgétaire suivante, à la suite de nombreux échanges que nous avons eus avec la DCMP, cette disposition a été enlevée et les deux lots ont été attribués au seul soumissionnaire conforme après évaluation des offres.</p>
<b>Appréciation du Consultant</b>	<p>Nous avons pris bonne note de la transmission du PV d'ouverture aux soumissionnaires et retirons cette réserve.</p> <p>En ce qui concerne les autres points, nous avons pris bonne note de vos précisions qui confirment nos observations.</p>

<b>AO N° 04/2009 (Marché N° F0252/09) FOURNITURE D'IMPRIMES</b>	
<b>Date de publication de l'avis d'appel d'Offres</b>	29 décembre 2008 dans Le Quotidien le Soleil N° 11575
<b>Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis</b>	29 janvier 2009
<b>Date de souscription du marché</b>	11 mars 2009
<b>Date de remise à la DCMP du dossier pour immatriculation et notification</b>	17 mars 2009
<b>Date de l'attestation d'existence de crédits</b>	17 mars 2009
<b>Date de publicité de l'attribution provisoire</b>	08 avril 2009 dans L'Observateur n° 1661
<b>Date immatriculation du marché</b>	14 avril 2009
<b>Date d'approbation du marché</b>	14 avril 2009
<b>Date de notification du marché</b>	21 avril 2009
<b>Date de publicité de l'attribution définitive</b>	05 mai 2009 dans L'Observateur n° 1682
<b>Attributaire</b>	RASSOUL PRINT
<b>Montant</b>	28 000 000 F CFA
<b>Non conformités</b>	<p>Le Cahier des charges stipule que le marché à venir sera un marché de clientèle conclu pour les gestions 2009 et 2010. A ce titre, il aurait dû être conclu sur la base de prix unitaires. Or, le cahier des charges et les conditions particulières précisent les quantités par articles, sans indiquer qu'elles sont mentionnées uniquement pour des besoins de l'évaluation. Ce faisant, le marché devient simplement un marché pluriannuel à prix définitifs.</p> <p>A l'ouverture des plis, la commission accorde un délai pour remise de pièces administratives manquantes sans que les dites pièces et les candidats concernés ne soient mentionnés.</p> <p>L'article 9 relatif aux pénalités de retard est inopérant en ce qu'il se réfère à des clauses qui seraient consignées sur les bons de commande alors qu'aucune clause de ce genre n'est indiquée dans les dits bons de commande. La clause de pénalité doit expressément être indiquée dans le marché avec ces modalités d'application.</p> <p>Les offres n'ont pas été jointes au dossier.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Les marchés de clientèle doivent être à prix unitaires et les quantités indiquées dans le DAO ne doivent l'être qu'à titre indicatif pour les besoins de l'évaluation.</p>

	<p>Formaliser le suivi de la régularisation des pièces administratives.</p> <p>Prévoir dans les contrats une clause de pénalité clairement énoncée avec des modalités de calculs précis.</p> <p>S'assurer d'un archivage exhaustif des pièces de marchés.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	<p>Pour les pièces manquantes à compléter, une correspondance est envoyée après l'ouverture des plis aux candidats concernés leur précisant les délais pendant lesquels ils doivent les fournir pour être conforme au moment de l'évaluation finale.</p> <p>Quant aux offres des soumissionnaires, elles ont été remises à votre collaborateur ; nous vous en faisons tenir quand même une copie.</p>
<b>Appréciation du Consultant</b>	<p>Nous avons pris bonne de la transmission des offres.</p> <p>Toutefois, nous maintenons toutes nos réserves et observations sur cette opération.</p>



<b>AO N°F0250/2009 CONSOMMABLES INFORMATIQUES</b>			
<b>Date de publication de l'AGPM</b>		20 et 21 décembre 2008 dans Le Soleil n° 11569	
<b>Date de publicité de l'AAO</b>		27 et 28 décembre 2008 dans Le Soleil N° 11574	
<b>Date limite de dépôt des offres</b>		28 janvier 2009	
<b>Date d'ouverture des plis</b>		28 janvier 2009	
<b>Date de souscription</b>		05 mars 2009	
<b>Date du rapport de présentation et attestation de crédit</b>		17 mars 2009 (lot 2) Lot 2 : 25 000 000 F CFA	
<b>Date d'approbation</b>		07 avril 2009	
<b>Date de publicité de l'attribution provisoire</b>		08 avril 2009 dans L'Observateur n° 1661	
<b>Date de notification</b>		16 avril 2009	
<b>Date de publicité de l'attribution définitive</b>		05 mai 2009 dans L'Observateur n° 1682	
<b>Date d'enregistrement du contrat</b>		05 juin 2009	
<b>Garanties de soumission</b>		Lot 1 : 540 000 F CFA  Lot 2 : 840 000 F CFA  Lot 3 : 690 000 F CFA	
<b>Budget</b>		Lot 1 : 17 000 000 F CFA  Lot 2 : 26 000 000 F CFA  Lot 3 : 22 000 000 F CFA	
<b>Attributaires</b>	Sen Caducet	Lot 1 : Fournitures de bureau	16 000 000 F CFA TTC
	Com Bat Services	Lot 2 : Consommables informatiques	25 000 000 F CFA TTC
	Cristabel Diffusion	Lot 3 : Produits d'entretien	20 000 000 F CFA TTC

<b>Non conformités</b>	<p>Le Cahier des prescriptions spéciales en son article 11 stipule que le marché à venir sera un marché de clientèle conclu pour les gestions 2009 et 2010. A ce titre, il aurait du être conclu sur la base de prix unitaires. Or, le cahier des charges et les conditions particulières précisent les quantités par articles, sans indiquer qu'elles sont mentionnées uniquement pour des besoins de l'évaluation. Ce faisant, le marché devient simplement un marché pluriannuel à prix définitifs.</p> <p>L'AAO a été publié en décembre 2008 alors que l'AGPM avait fait mention de la publication des avis spécifiques de passation de marché à partir du mois de janvier 2009 dans le journal « Le Soleil » ou tout autre journal de grande diffusion. De plus il n'est pas fait référence à l'AGPM dans l'avis d'appel d'offres. Une telle anticipation est souhaitable, mais des dispositions auraient du être prises afin de modifier le PPM et l'AGMP de 2008.</p> <p>La commission accorde un délai allant jusqu'au 3 février 2009 pour compléter les pièces manquantes sans pour autant préciser leur nature.</p> <p>L'avis de la DCMP sur le rapport d'évaluation et les PV de réception ne sont pas joints au dossier de marché.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Une anticipation de la publicité de l'avis d'appel d'offres au cours de l'année N-1 précédent l'exercice budgétaire de l'année N est compréhensible, mais des dispositions pratiques doivent être prises afin de modifier le PPM et l'AGMP de l'exercice N-1 pour mettre en cohérence les informations consignées dans l'AAO et l'AGPM.</p> <p>Formaliser le suivi de la régularisation des pièces administratives;</p> <p>Veiller à l'archivage des documents de passation des marchés.</p>
<b>Commentaires de l'HALD</b>	<p>L'HALD avait adopté une démarche d'anticipation pour pouvoir passer et clôturer le marché à temps afin d'éviter toute rupture de stock qui serait préjudiciable au fonctionnement de ses différents services, ce qui a expliqué l'anticipation d'un mois sur la date de publication de l'AGPM</p> <p>Le PPM de 2008 et l'AGPM ne pouvaient en conséquence être modifiés puisque dans le cas d'espèce les crédits ouverts pour ce marché le sont pour l'exercice budgétaire 2009.</p> <p>Pour les pièces manquantes au dossier de marché, elles sont communiquées aux différents soumissionnaires lors de la séance d'ouverture des plis et font l'objet de courrier adressé à ces derniers qui sont invités à les compléter avant la fin de l'évaluation.</p>
<b>Appréciation du Consultant</b>	<p>Rien n'interdit de réviser le PPM en fin d'année et d'y prévoir des marchés de l'année à venir.</p> <p>En d'autres termes, des marchés financés sur des crédits de 2009, peuvent bien être inscrits dans le PPM de 2008, afin de permettre leur lancement anticipé au cours de 2008.</p> <p>Nous prenons bonne note de vos précisions sur les pièces manquantes.</p>

<b>AO N°F0247/2009 FOURNITURE DE DENREES ALIMENTAIRES, LEGUMES FRAIS ET PAIN</b>	
<b>AGPM</b>	20 et 21 décembre 2008 dans Le Soleil n° 11569
<b>Date de publicité de l'AAO</b>	29 décembre 2008 dans Le Soleil n° 11575
<b>Date limite de dépôt des offres</b>	29 janvier 2009
<b>Date de convocation des membres de la CM</b>	15 janvier 2009 pour la réunion du 29 janvier 2009
<b>Date d'ouverture des plis</b>	29 janvier 2009
<b>Date de l'examen du rapport d'évaluation des offres</b>	03 février 2009
<b>Date de Convocation des membres de la cellule de PM</b>	03 février 2009 pour la réunion du 06 février 2009
<b>Date de souscription</b>	11 mars 2009
<b>Date du rapport de présentation et attestations d'existence de crédits</b>	17 mars 2009  FLS : 60 000 000 F CFA  Ndèye Dethiou Thiam : 16 000 000 F CFA  SOCOMI : 22 000 000 F CFA
<b>Date d'approbation</b>	07 avril 2009
<b>Date de notification</b>	07 avril 2009
<b>Date de publicité de l'attribution provisoire</b>	08 avril 2009 dans L'Observateur n° 1661
<b>Date de publicité de l'attribution définitive</b>	05 mai 2009 dans L'Observateur n° 1682
<b>Date de signature des Contrats</b>	Ndèye Dethiou Thiam : 03 mars 2009  FLS : 03 avril 2009  SOCOMI : 07 avril 2009

<b>Date d'enregistrement des Contrats</b>			FLS : 29 avril 2009 Ndèye Dethiou Thiam : 30 avril 2009 SOCOMI : 05 mai 2009
<b>Délai de livraison</b>			Dés réception du bon de commande
<b>Budget</b>			- lot 1 : 65 000 000 F CFA - lot 2 : 18 000 000 F CFA - lot 3 : 22 000 000 F CFA
<b>Attributaires</b>	FLS	Lot 1 : Denrées alimentaires	60 000 000 F CFA TTC
	Ets Ndeye Dethiou Thiam	Lot 2 : Légumes frais	16 000 000 F CFA TTC
	SOCOMI SUARL	Lot 3 : Pain	22 000 000 F CFA TTC
<b>Non conformités</b>		<p>L'AAO a été publié en décembre 2008 alors que l'AGPM avait fait mention de la publication des avis spécifiques de passation de marché à partir du mois de janvier 2009 dans le journal « Le Soleil » ou tout autre journal de grande diffusion. De plus il n'est pas fait référence à l'AGPM dans l'avis d'appel d'offres. Une telle anticipation est souhaitable, mais des dispositions auraient du être prises afin de modifier le PPM et l'AGMP de 2008.</p> <p>L'avis de la DCMP sur le rapport d'évaluation n'a pas été joint au dossier de marché.</p>	
<b>Recommandations</b>		Une anticipation de la publicité de l'avis d'appel d'offres au cours de l'année N-1 précédant l'exercice budgétaire de l'année N est compréhensible, mais des dispositions pratiques doivent être prises afin de modifier le PPM et l'AGMP de l'exercice N-1 pour mettre en cohérence les informations consignées dans l'AAO et l'AGPM.	
<b>Commentaires de l'HALD</b>		Nous reprenons les mêmes commentaires qu'à la page 48 en ce qui concerne les PPM et l'AGPM. Nous joignons en annexe l'avis de la DCMP sur le rapport d'évaluation	
<b>Appréciation du Consultant</b>		Rien n'interdit de réviser le PPM en fin d'année et d'y prévoir des marchés de l'année à venir. En d'autres termes, des marchés financés sur des crédits de 2009, peuvent bien être inscrits dans le PPM de 2008, afin de permettre leur lancement anticipé au cours de 2008. Nous prenons bonne note de la transmission de l'avis de la DCMP.	

<b>AO FOURNITURE D'EQUIPEMENT BIOMEDICAUX</b>	
<b>Date de l'AGPM</b>	20 et 21 décembre 2008 dans Le Soleil n° 11569
<b>Date de la demande d'avis à la DCMP sur le DAO</b>	30 juin 2009
<b>Date de l'ANO de la DCMP sur le DAO</b>	18 septembre 2009
<b>Date de publication de l'AAO</b>	30 septembre 2009 dans L'Observateur n° 1805  31 octobre et 1 <sup>er</sup> novembre 2009 dans L'Observateur (Avis rectificatif de l'AO paru dans L'Observateur pour informer du report de la date d'ouverture des plis du 2 novembre au 16 novembre 2009)
<b>Date limite de dépôt des offres</b>	2 novembre 2009  16 novembre 2009 (date reportée)
<b>Date d'ouverture des plis</b>	16 novembre 2009
<b>Date de la demande d'avis de la DCMP sur le rapport technique</b>	31 décembre 2009
<b>Date d'attribution provisoire</b>	L'attribution a été intégrée dans l'« Etat récapitulatif de l'évaluation des offres et proposition d'attribution du marché »
<b>Date de notification de l'attribution provisoire et des lettres d'informations des candidats non retenus</b>	11 février 2010 : ACD, Technologies Services et Diminter  24 février 2010 : Fermon Labo  02 mars 2010 : Soumissionnaires non retenus
<b>Date de publicité de l'attribution provisoire</b>	25 février 2010 dans L'Observateur n° 1929
<b>Date du rapport de présentation</b>	20 avril 2010
<b>Date de l'attestation d'existence de crédit</b>	26 avril 2010
<b>Date d'approbation des Contrats</b>	Marchés F0383/10 et F384/10 : 19 mai 2010  Marchés F0379/10, F0380/10, F0381/10, F0382/10 : 21 mai 2010
<b>Date d'enregistrement des contrats</b>	Marchés F0380/10, F0383/10 : 22 juin 2010  Marché F0381/10 : 23 juin 2010

			Marché F0382/10 : 24 juin 2010 Marché F0379/10 : 09 juillet 2010 Marché F0384/10 : 14 août 2010
<b>Date de notification de l'attribution définitive</b>			17 juin 2010
<b>Date de publication de l'attribution définitive</b>			23 juillet 2010 dans L'Observateur n° 2051
<b>Attributaires</b>	ACD	Lots 1 et 4 : Bloc opératoire et Boîtes à instruments	121 655 640 F CFA TTC
	Technologies Services	Lot 2 : Laboratoire	137 823 000 F CFA TTC
	Médical Partner	Lot 3 : Imagerie Médicale	78 584 100 F CFA TTC
	Diminter	Lot 5 : Endoscopie	106 769 630 F CFA TTC
	Fermon Labo	Lot 6 : Equipements dentaires	15 250 240 F CFA TTC
<b>Non conformités</b>		Les BC N° 6413, 6418 et 6419 n'ont pas été datés. Les PV de réception n'ont pas été joints au dossier, seulement des décharges figurent sur les BL.	
<b>Recommandations</b>		S'assurer d'un archivage exhaustif des pièces de marchés.	
<b>Commentaires de l'HALD</b>		Les PV de réception au moment du passage des auditeurs n'étaient pas disponibles puisque les factures n'étaient pas encore en phase de liquidation et elles sont établies au moment de la liquidation et de la certification ; Nous vous les faisons tenir en annexe	
<b>Appréciation du Consultant</b>		Nous prenons bonne note de vos précisions et retirons nos observations sur cette opération.	

#### 4. 2.4 MARCHES CONCLUS SUITE A UNE DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX

L'Hôpital Aristide Le Dantec a conclu au cours de l'exercice sous revue vingt huit demandes de renseignements et de prix qui n'étaient pas prévues dans son Plan de Passation des Marchés. Nos travaux ont porté sur quatorze DRP soit un taux d'exécution de 50%. Les principales constatations sont présentées ci – après :

<b>DRP N° 23      FOURNITURE D'IMPRIMES</b>	
<b>Date de la DRP et des lettres de consultation</b>	29 juin 2009
<b>Date limite de dépôt des offres et d'ouverture des plis</b>	02 juillet 2009
<b>Date d'attribution</b>	03 juillet 2009
<b>Date de souscription du contrat</b>	09 juillet 2009
<b>Délai d'exécution</b>	1 an
<b>Date d'approbation</b>	Néant
<b>Attributaire</b>	ETI
<b>Montant</b>	10.393.449 FCFA TTC
<b>Non conformités</b>	<p>Les pièces administratives à fournir n'ont pas été mentionnées dans le cahier des charges en violation des dispositions du CMP sur les pièces constitutives (Articles 44 à 46).</p> <p>La lettre de notification à l'attributaire et celle aux candidats non retenus n'a pas été établie conformément à l'article 83 du CMP.</p> <p>Les factures des soumissionnaires ont la même trame, les mêmes fautes. Il est avéré que les factures proviennent de la même source, ce qui constitue une pratique collusive faussant la compétition.</p> <p>Les modalités de règlement ne sont pas prévues dans le contrat. L'article 09 du contrat sur les sanctions à appliquer en cas de non respect des délais de livraisons est simplement inopérant puisqu'il se réfère à des délais qui ne sont pas indiqués sur les bons de commande utilisés.</p> <p>Nous notons qu'un appel d'offres avait été lancé par anticipation en 2008 qui portait également sur les fournitures d'imprimés. Ledit AO avait été attribué au soumissionnaire Rassoul Print. Par la suite, l'hôpital a sollicité l'autorisation de passer un avenant avec ledit attributaire pour les besoins de la présente DRP; cette demande a été refusée à juste titre par la DCMP arguant que les articles ciblés ne pouvaient pas s'intégrer dans la masse des fournitures qui avaient fait l'objet du marché parce que ne figurant pas dans le bordereau des quantités. De notre point de vue, la DRP constitue un fractionnement dans la mesure où l'autorité contractante ne s'est pas conformée aux articles 5 et 6 du CMP relatifs à l'estimation des besoins.</p> <p>L'attestation de précompte TVA n'a pas été jointe au dossier.</p>

<b>Recommandations</b>	<p>S'assurer d'une réelle concurrence dans l'attribution des marchés en prohibant les recours à des pratiques collusives</p> <p>Formaliser le suivi de la régularisation des pièces administratives</p> <p>S'assurer d'une correcte estimation des besoins afin d'éviter les fractionnements.</p> <p>Veiller à informer systématiquement les soumissionnaires des résultats de l'attribution</p>
<b>Commentaires de l'HALD</b>	<p>La DRP est une procédure simplifiée qui n'impose pas à l'autorité contractante d'exiger des candidats la production de certains dossiers administratifs, compte tenu parfois des délais qui ne constituent pas une contrainte trop pesante par rapport aux marchés passés par appel d'offres.</p> <p>Par ailleurs leur inscription dans le PPM n'est pas une obligation pour les autorités contractantes Mais simplement une bonne pratique.</p> <p>L'auditeur estime également que HALD aurait pu également faire recours aux procédures prévues à l'article 83 du NCMP qui est ici inopérant dans la mesure où cette publicité n'est pas requise dans le cadre des procédures de DRP.</p> <p>Dans ses conclusions, l'auditeur parle de fractionnement de marché. Aucune raison ne pourrait expliquer une telle pratique dans la mesure ou si telle était la volonté de la Direction, elle n'aurait pas senti le besoin de demander l'autorisation à la DCMP de conclure un avenant avec l'attributaire du marché ; d'ailleurs, la DCMP, bien que n'ayant pas autorisé cet avenant , a tout de même recommandé à HALD d'ouvrir une autre consultation, ce que nous avons fait , compte tenu de l'estimation faite des nouveaux besoins à satisfaire.</p> <p>Nous voudrions enfin souligner qu'en aucune façon ces nouveaux besoins n'ont affecté la ligne budgétaire ouverte pour l'achat de ce type de fournitures.</p>
<b>Appréciation du Consultant</b>	<p>La production des pièces administratives est obligatoire pour tout participant à une commande publique. Aussi, bien que la DRP soit une procédure simplifiée, la production de pièces administratives est requise de tous les candidats.</p>



	<p>L'inscription des DRP dans le PPM est bien requise, car les DRP constituent bien des marchés au vu de la définition d'un marché public (Article 4 du CMP) : « Le terme "marché public" désigne le contrat écrit, conclu à titre onéreux par une autorité contractante pour répondre à ses besoins en matière de travaux, de fournitures ou de services ».</p> <p>Ensuite l'article 6 du CMP relatif aux PPM dispose que : « Lors de l'établissement de leur budget, les autorités contractantes évaluent le montant total des marchés de fournitures, par catégorie de produits, des marchés de services par catégorie de service et des marchés de travaux qu'elles envisagent de passer au cours de l'année concernée et établissent un plan de passation des marchés comprenant l'ensemble de ces marchés ».</p> <p>La lettre de notification à l'attributaire et celle aux candidats non retenus est obligatoire, aux termes du paragraphe 5 de l'article 2 de la circulaire N° 0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP.</p> <p>Au vu de l'article 6 précité, il s'agit bien d'un fractionnement. Les besoins similaires auraient du être regroupés et faire l'objet d'un seul marché.</p> <p>Toutefois, si le présent marché, bien que d'un montant prévisionnel inférieur au seuil de passation, avait fait l'objet d'un appel d'offres ouvert, nous n'aurions pas parlé de fractionnement (voir § 3.3.1.1 du Manuel d'application du CMP),</p>
--	---

<b>DRP FOURNITURE D'ARTICLES D'ELECTRICITE</b>	
<b>Date de la DRP et des lettres de consultation</b>	23 février 2009
<b>Date limite de dépôt des offres et d'ouverture des plis</b>	03 mars 2009
<b>Date d'attribution</b>	06 mars 2009
<b>Date de souscription du contrat</b>	17 mars 2009
<b>Date d'approbation</b>	19 mars 2009
<b>Attributaire</b>	ETDM Alioune Seck
<b>Montant</b>	8 184 852 F CFA TTC
<b>Non conformités</b>	<p>Les factures pro forma produites par les soumissionnaires ont la même trame et comportent les mêmes fautes (exemple de faute commune sur les factures : « ampoule magnescop »). Ces indices concordants de collusion montrent qu'il s'agit d'un simulacre de concurrence.</p> <p>Les modalités de règlement n'ont pas été prévues dans le contrat. L'article 9 du contrat sur les sanctions à appliquer en cas de non respect des délais de livraison est simplement inopérant puisqu'il se réfère à des délais qui n'existent pas sur des bons de commande utilisés.</p> <p>L'attestation de précompte TVA n'a pas été transmis.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>S'assurer d'une réelle concurrence dans l'attribution des marchés en prohibant les recours à des pratiques collusives.</p> <p>Veiller à inclure dans les contrats, les mentions obligatoires édictées par l'article 13 du CMP.</p> <p>Veiller à l'exhaustivité de l'archivage des pièces de marché.</p>
<b>Commentaires de l'HALD</b>	<p>Les fournisseurs consultés sont répertoriés sur notre fichier ; si pareilles erreurs ont pu être commises, c'est par manque de vigilance et la Direction s'attèlera à veiller à ce qu'elles ne puissent plus se reproduire ; c'est pourquoi, toutes nos DRP seront désormais publiées dans un journal de large diffusion.</p> <p>L'attestation de précompte de TVA est jointe en annexe</p>
<b>Appréciation du Consultant</b>	Nous prenons bonne note de votre réponse.

<b>DRP FOURNITURE DE MATERIEL INFORMATIQUE</b>	
<b>Date de la DRP et des lettres de consultation</b>	05 août 2009
<b>Date limite de dépôt des offres et d'ouverture des plis</b>	11 août 2009 à 10H
<b>Date d'attribution</b>	18 août 2009
<b>Date de souscription du contrat</b>	03 septembre 2009
<b>Date d'approbation</b>	10 septembre 2009
<b>Attributaire</b>	O'RIZON
<b>Montant</b>	13 091 000 F CFA TTC
<b>Non conformités</b>	<p>Les sociétés GIE TISAL et O'RIZON (attributaire) présentent la même adresse et les mêmes numéros de téléphone. GIE TISAL ne présente pas de NINEA. Les factures sont de la même trame, de la même frappe Il est avéré que les factures proviennent de la même source en violation de l'article 77 du CMP sur la procédure des DRP.</p> <p>Il est utile de noter que l'ensemble des offres, exceptée celle du futur attributaire sont au dessus du seuil de passation des marchés par appel d'offres.</p> <p>L'attestation de précompte TVA et les documents de règlement ne figurent pas au dossier.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>S'assurer d'une réelle concurrence dans l'attribution des marchés en prohibant les recours à des pratiques collusives.</p> <p>Veiller à l'exhaustivité de l'archivage des pièces de marché.</p>
<b>Commentaires de l'HALD</b>	<p>Ces sociétés sont répertoriées dans notre fichier et les entreprises sont consultées à partir du fichier.</p> <p>Dans le cas d'espèce, il s'agit d'une malencontreuse coïncidence qu'on s'évertuera à éviter à l'avenir.</p> <p>Quant au montant des offres des soumissionnaires qui seraient au dessus du seuil de passation, il s'agit d'une compétition et chaque fournisseur y participe en fonction de ses conditions de vente (prix unitaires) et du devis quantitatif figurant dans le cahier des charges.</p> <p>Sur ce point, nous aimerions préciser qu'il nous est arrivé de ne pas poursuivre une procédure de DRP tout simplement parce que toutes les offres reçues dépassaient le seuil de mise en œuvre de cette procédure (voir point ci-après)</p>
<b>Appréciation du Consultant</b>	<p>Il reste quand même surprenant que 4 fournisseurs sur 5 consultés présentent des offres en sachant qu'ils ne pourront pas être attributaires pour cause de cotation au dessus du seuil, alors qu'une simple lettre de désistement à l'autorité contractante aurait suffi.</p> <p>Nous maintenons toutes nos réserves et observations sur cette opération.</p>

<b>DRP FOURNITURE DE MOBILIER DE BUREAU</b>	
<b>Date de la DRP et des lettres de consultation</b>	04 août 2009
<b>Date limite de dépôt des offres et d'ouverture des plis</b>	10 août 2009 à 10H30
<b>Date d'attribution</b>	12 août 2009
<b>Date de souscription du contrat</b>	13 août 2009
<b>Date d'approbation</b>	14 août 2009
<b>Attributaire</b>	MAGATTE NIANG
<b>Montant</b>	14 820 800 FCFA TTC
<b>Non conformités</b>	<p>Il est utile de noter que l'ensemble des offres, exceptée celle du futur attributaire sont au dessus du seuil de passation des marchés par appel d'offres.</p> <p>L'attestation de précompte TVA et les documents de règlement ne figurent pas au dossier.</p>
<b>Recommandations</b>	Veiller à l'exhaustivité de l'archivage des pièces de marché.
<b>Commentaires de l'HALD</b>	<p>Se rapporter supra sur le montant des offres de soumission ; nous n'avons pu poursuivre la procédure que parce que le prix de soumission de l'attributaire du marché est dans les limites du seuil de passation d'une procédure de DRP.</p> <p>L'attestation de précompte de la TVA et les documents de règlement sont joints en annexe</p>
<b>Appréciation du Consultant</b>	<p>Il reste quand même surprenant que 4 fournisseurs sur 5 consultés présentent des offres en sachant qu'ils ne pourront pas être attributaires pour cause de cotation au dessus du seuil, alors qu'une simple lettre de désistement à l'autorité contractante aurait suffi.</p> <p>Nous avons pris bonne note de la fourniture l'attestation de précompte de la TVA et les documents de règlement et retirons nos observations sur cet aspect de la procédure.</p> <p>Nous maintenons toutes nos autres réserves et observations sur cette opération.</p>

<b>DRP FOURNITURE DE MATERIEL DE BUREAU (SPLITS)</b>	
<b>Date de la DRP et des lettres de consultation</b>	09 juillet 2009
<b>Date limite de dépôt des offres et d'ouverture des plis</b>	15 juillet 2009 à 10H00
<b>Date d'attribution</b>	24 juillet 2009
<b>Date de souscription du contrat</b>	28 juillet 2009
<b>Date d'approbation</b>	31 juillet 2009
<b>Attributaire</b>	SOCOMI
<b>Montant</b>	14 698 080 F CFA TTC
<b>Non conformités</b>	<p>L'examen des offres des soumissionnaires a permis de noter des similitudes, d'une part, les factures de GIE MOUSSE et ETS MAGATTE NIANG ( même trame, mêmes fautes d'orthographe ) et d'autre part, ALICE DISTRIBUTION et ETS AIFA (même trame, mêmes fautes, même dateur). Le processus s'apparente à un simulacre de concurrence en violation de l'article 77 du CMP sur la procédure des DRP. Il est utile de noter également que l'ensemble des offres, exceptée celle du futur attributaire sont au dessus du seuil de passation des marchés par appel d'offres.</p> <p>L'attestation de précompte TVA ne figure pas au dossier.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>S'assurer d'une réelle concurrence dans l'attribution des marchés en prohibant les recours à des pratiques collusives.</p> <p>Veiller à l'exhaustivité de l'archivage des pièces de marché.</p>
<b>Commentaires de l'HALD</b>	<p>Pour les similitudes entre les factures, se référer aux réponses données plus haut.</p> <p>L'attestation de précompte de la TVA est jointe en annexe</p>
<b>Appréciation du Consultant</b>	<p>Nous avons pris bonne note de la fourniture l'attestation de précompte de la TVA et les documents de règlement et retirons nos observations sur cet aspect de la procédure.</p> <p>Nous maintenons toutes nos autres réserves et observations sur cette opération.</p>

<b>DRP FOURNITURE DE PEINTURE</b>	
<b>Date de la DRP et des lettres de consultation</b>	23 février 2009
<b>Date limite de dépôt des offres et d'ouverture des plis</b>	03 mars 2009 à 10H00
<b>Date d'attribution</b>	06 mars 2009
<b>Date de souscription du contrat</b>	16 mars 2009
<b>Date d'approbation</b>	18 mars 2009
<b>Attributaire</b>	ETS ELIMANE FALL
<b>Montant</b>	8 216 458 FCFA TTC
<b>Non conformités</b>	<p>L'examen des offres des soumissionnaires a permis de noter de nombreuses similitudes et reprennent toutes les mêmes fautes d'orthographe illustrant une collusion manifeste entre les candidats en violation des règles d'éthique et de transparence qu'ils se sont engagés à respecter à travers la signature de la charte y relative</p> <p>Les documents de règlement n'ont pas été joints.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>S'assurer d'une réelle concurrence dans l'attribution des marchés en prohibant les recours à des pratiques collusives.</p> <p>Veiller à l'exhaustivité de l'archivage des pièces de marché.</p>
<b>Commentaires de l'HALD</b>	<p>Pour les similitudes entre les factures, se référer aux réponses données plus haut.</p> <p>Documents de règlement sont joints en annexe.</p>
<b>Appréciation du Consultant</b>	<p>Nous avons pris bonne note de la fourniture des documents de règlement et retirons nos observations sur cet aspect de la procédure.</p> <p>Nous maintenons toutes nos autres réserves et observations sur cette opération.</p>

<b>DRP POUR LA FOURNITURE D'UN AUTOMATE BIOCHIMIE</b>	
<b>Date de la DRP et des lettres de consultation</b>	17 février 2009
<b>Date limite de dépôt des offres et d'ouverture des plis</b>	24 février 2009 à 11H00
<b>Date d'attribution</b>	03 mars 2009
<b>Date de souscription du contrat</b>	09 mars 2009
<b>Date d'approbation</b>	12 mars 2009
<b>Attributaire</b>	TBS
<b>Montant</b>	12 000 000 F CFA TTC
<b>Non conformités</b>	Aucune anomalie significative n'a été identifiée
<b>Recommandations</b>	Aucune
<b>Commentaires de l'HALD</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	

<b>DRP TRAVAUX DE REFECTION DE LA PHARMACIE CENTRALE, DE CONSTRUCTION D'UN ABRI (service orthopédie) ET DES BOX DE FACTURATION A L'ENTREE DE L'HOPITAL</b>	
<b>Date de la DRP et des lettres de consultation</b>	14 mai 2009
<b>Date limite de dépôt des offres et d'ouverture des plis</b>	22 mai 2009
<b>Date d'attribution</b>	27 mai 2009
<b>Date de souscription du contrat</b>	08 juin 2009
<b>Date d'approbation</b>	10 juin 2009
<b>Attributaire</b>	PROVIDENCE SUARL
<b>Montant</b>	16 519 298 F CFA TTC
<b>Non conformités</b>	Aucune anomalie significative n'a été identifiée
<b>Recommandations</b>	Aucune
<b>Commentaires de l'HALD</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	



<b>DRP TRAVAUX DE TRANSFORMATION DU LOGEMENT DU DIRECTEUR EN UNITE DE DIALYSE ET TRAVAUX D'ETANCHEITE (TERRASSES)</b>	
<b>Date de la DRP et des lettres de consultation</b>	11 février 2009
<b>Date limite de dépôt des offres et d'ouverture des plis</b>	18 février 2009 à 11H30
<b>Date de souscription du contrat</b>	11 mars 2009
<b>Date d'approbation</b>	16 mars 2009
<b>Attributaire</b>	SCTDF
<b>Montant</b>	18 767 404 FTTC
<b>Non conformités</b>	<p>.</p> <p>Des entreprises aux dénominations sociales différentes indiquent sur leurs factures pro forma le même numéro de NINEA: il s'agit des Ets SEYE &amp; Frères et du GIE LA CONFIANCE qui ont deux adresses différentes mais le même numéro de NINEA (24345462B6). Par ailleurs la trame de leurs factures pro forma et les fautes d'orthographe identiques qui y figurent illustrent une collusion manifeste contraire aux règles d'éthique et de transparence auxquelles ils ont souscrit en participant à la commande publique.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>S'assurer d'une réelle concurrence dans l'attribution des marchés en prohibant les recours à des pratiques collusives.</p>
<b>Commentaires de l'HALD</b>	<p>Les entreprises sollicitées dans le cadre de nos procédures de consultation restreinte sont sélectionnées à partir de notre fichier fournisseurs et ces erreurs ont du échapper à la vigilance de la commission des marchés. Même s'il y a eu entente entre ces deux entreprises, cela n'a pas eu d'incidence sur l'issue de la procédure, puisqu'aucune d'entre elles n'a été en définitive attributaire du marché.</p> <p>D'ailleurs, la Direction, dans le souci de renforcer les conditions de transparence, a décidé désormais de procéder à la publication de tous les marchés à conclure par DRP.</p>
<b>Appréciation du Consultant</b>	<p>Le fait que ces 2 entreprises n'aient pas été attributaires n'enlève rien à la collusion observée qui devait conduire à l'annulation du marché, car il n'y a pas eu de réelle concurrence.</p>

<b>DRP N° 27 TRAVAUX D'ETANCHEITE</b> <b>BATIMENT INTERNAT A – BATIMENT ANAPATH – BLOC CENTRAL</b>	
<b>Date de la DRP et des lettres de consultation</b>	07 septembre 2009
<b>Date limite de dépôt des offres et d'ouverture des plis</b>	17 septembre 2009
<b>Date d'attribution</b>	02 octobre 2009
<b>Date de souscription du contrat</b>	14 octobre 2009
<b>Date d'approbation</b>	19 octobre 2009
<b>Délai d'exécution</b>	1 an
<b>Attributaire</b>	Mondial Contact Services
<b>Montant</b>	23 331 518 F CFA TTC
<b>Non conformités</b>	<p>Les factures pro forma produites par Mondial Contact Services et SCTDF SARL présentent de nombreuses similitudes qui laissent entrevoir une collusion (seul le format de l'écriture est différent).</p> <p>.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>S'assurer d'une réelle concurrence dans l'attribution des marchés en prohibant les recours à des pratiques collusives.</p>
<b>Commentaires de l'HALD</b>	<p>Les entreprises sollicitées dans le cadre de nos procédures de consultation restreintes sont sélectionnées à partir de notre fichier fournisseurs.</p> <p>Pour y remédier, nous avons décidé de publier désormais toutes les DRP</p>
<b>Appréciation du Consultant</b>	<p>Nous prenons bonne note de vos précisions.</p> <p>Nous maintenons néanmoins nos réserves sur cette opération.</p>

<b>DRP N° 6 FOURNITURE ET POSE DE GROUPES FRIGORIFIQUES POUR LA CUISINE DE L'HOPITAL</b>	
<b>Date de la DRP et des lettres de consultation</b>	13 octobre 2009
<b>Date limite de dépôt des offres et d'ouverture des plis</b>	19 octobre 2009 à 10H30
<b>Date de l'évaluation technique</b>	21 octobre 2009
<b>Date d'attribution</b>	03 novembre 2009
<b>Date de souscription du contrat</b>	05 novembre 2009
<b>Date d'approbation</b>	09 novembre 2009
<b>Délai d'exécution</b>	1 an (livraison 1 semaine après BC)
<b>Attributaire</b>	SOCOMI
<b>Montant</b>	11 276 080 F CFA TTC
<b>Non conformités</b>	<p>Pas d'anomalie significative.</p> <p>La lettre de notification à l'attributaire et celle aux candidats non retenus n'a pas été établie en violation de l'article 83 du CMP.</p>
<b>Recommandations</b>	Formaliser l'information des candidats
<b>Commentaires de l'HALD</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	

<b>DRP N° 4 DENREES ALIMENTAIRES</b>	
<b>Date de la DRP et des lettres de consultation</b>	12 janvier 2009
<b>Date limite de dépôt des offres et d'ouverture des plis</b>	20 janvier 2009
<b>Date de l'évaluation technique</b>	Non établi
<b>Date d'attribution</b>	20 janvier 2009 (PV non établi)
<b>Date de souscription du contrat</b>	10 mars 2009
<b>Date d'approbation</b>	12 mars 2009
<b>Délai d'exécution</b>	1 an
<b>Attributaire</b>	O'rizon
<b>Montant</b>	4 550 700 F CFA TTC
<b>Non conformités</b>	<p>Les factures de Afrobiz International et O'rizon présentent des similitudes au niveau de la présentation (les 2 factures comportent un petit tableau dans lequel il est inscrit code base, TVA, Net à payer), la date est écrite de la même manière (Dakar, ce 15/01/09).</p> <p>La lettre de notification à l'attributaire et celles d'information des candidats non retenus n'ont pas été établies.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>S'assurer d'une réelle concurrence dans l'attribution des marchés en prohibant les recours à des pratiques collusives.</p> <p>Assurer l'information des candidats conformément aux dispositions de l'article 81-3 du CMP.</p>
<b>Commentaires de l'HALD</b>	<p>L'évaluation technique n'a pas été faite puisque les prestations à réaliser ne sont pas complexes ; c'est pourquoi, il a été procédé à une ouverture-attribution ;</p> <p>Pour les autres aspects de non-conformité, se référer à nos commentaires plus haut.</p>
<b>Appréciation du Consultant</b>	<p>Nous prenons bonne note de vos précisions.</p> <p>Nous maintenons nos réserves et observations sur cette opération</p>

<b>DRP N° 24 MATERIEL HOTELIER</b>	
<b>Date de la DRP et des lettres de consultation</b>	21 juillet 2009
<b>Date limite de dépôt des offres et d'ouverture des plis</b>	24 juillet 2009
<b>Date de l'évaluation technique</b>	28 juillet 2009
<b>Date d'attribution</b>	29 juillet 2009
<b>Date de souscription du contrat</b>	11 novembre 2009
<b>Date d'enregistrement</b>	26 novembre 2009
<b>Date d'approbation</b>	30 novembre 2009
<b>Délai d'exécution</b>	2 semaines après signature du contrat
<b>Attributaire</b>	SOFT SERVICES
<b>Montant</b>	12 449 000 F CFA TTC
<b>Non conformités</b>	<p>Les factures de Queen Sénégal et Papa Arfang Sarr sont présentées exactement de la même manière, le format est le même, il est écrit « LeDantec » collé sur les 2 factures de même que la mention « Arrêté la présente facture... » est collée au tableau sur les 2 factures.</p> <p>Les factures de BMS Le Sine et Jet Services sont similaires (Facture pro forma N° et ils n'ont pas mis le N°, Dantec-Dakar est écrit de la même manière collé), seul le format du tableau a été changé.</p> <p>Les anomalies ci – avant sont autant d'indices d'une collusion entre les fournisseurs.</p> <p>La lettre de notification à l'attributaire et celles d'information des candidats non retenus n'ont pas été établies.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>S'assurer d'une réelle concurrence dans l'attribution des marchés en prohibant les recours à des pratiques collusives.</p> <p>Assurer l'information des candidats conformément aux dispositions de l'article 81-3 du CMP.</p>
<b>Commentaires de l'HALD</b>	Mêmes commentaires que plus haut
<b>Appréciation du Consultant</b>	Nous maintenons nos réserves et observations sur cette opération.

<b>DRP N° 3 FOURNITURE ET POSE PORTES, FENETRES, BAIES EN ALUMINIUM DES BLOCS OPERATOIRES DE L'UROLOGIE ET DE LA CHIRURGIE INFANTILE</b>	
<b>Date de la DRP et des lettres de consultation</b>	12 mars 2009
<b>Date limite de dépôt des offres et d'ouverture des plis</b>	27 mars 2009 à 10H
<b>Date de l'évaluation technique</b>	06 avril 2009
<b>Date d'attribution</b>	24 avril 2009
<b>Date de souscription du contrat</b>	28 avril 2009
<b>Date d'enregistrement</b>	Néant
<b>Date d'approbation</b>	29 avril 2009
<b>Délai d'exécution</b>	1 an (Gestion 2009 : les travaux se feront dès réception d'un BC)
<b>Attributaire</b>	ETDM
<b>Montant</b>	16 563 990 F CFA TTC
<b>Non conformités</b>	<p>Les factures de ETDM et COM-PR-IM sont présentées exactement de la même manière, le format est le même (seuls les caractères sont différents), il est écrit « Doit : Hôpital Aristide Le Dantec. » avec le point sur les 2 factures.</p> <p>La lettre de notification à l'attributaire et celles d'information des candidats non retenus n'ont pas été établies.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>S'assurer d'une réelle concurrence dans l'attribution des marchés en prohibant les recours à des pratiques collusives.</p> <p>Assurer l'information des candidats conformément aux dispositions de l'article 81-3 du CMP.</p>
<b>Commentaires de l'HALD</b>	Voir plus haut
<b>Appréciation du Consultant</b>	Nous maintenons nos réserves et observations sur cette opération.

**ANNEXE 1. LETTRE DE TRANSMISSION DU RAPPORT PROVISOIRE**

**BSC**  
**BUSINESS SYSTEM**  
**CONSULTING GROUP**  
(Conseil - Audit - Expertise)

12, Rue Saint Michel BP 11 616 Dakar Tél (22) 33 821 41 72 Fax (221) 33 822 95 03 E mail bsc@arc.sn

Dakar, le 15 février 2011

**A Monsieur le Directeur Général**  
**de l'Hôpital Aristide Le Dantec**  
**(HALD)**

**Objet :** Transmission du Rapport Provisoire de la mission de revue indépendante de la conformité de la passation des marchés des autorités contractantes au titre de la gestion 2009


**Monsieur le Directeur Général,**

Nous vous prions de trouver ci – joint, pour examen et observations, la version provisoire du rapport de la mission en objet.

Vous voudrez bien nous faire parvenir vos commentaires au plus tard dans les dix jours suivant réception de la présente pour nous permettre de finaliser le rapport.

Nous demeurons à votre disposition pour toute information complémentaire et vous prions d'agréer, **Monsieur le Directeur Général**, l'expression de notre parfaite considération.



  
**Ibra Guèye**  
**Associé**  
**B. S. C.**  
Business System Consulting Group  
12, Rue du Docteur THEZE  
Tél: 821 41 72 - Fax: 822 95 03  
BP. 11616 - Dakar SENEGAL  
Email: bsc@arc.sn



## **ANNEXE 2. REPONSES DE L'AUTORITE CONTRACTANTE**



République du Sénégal

N° 199 MSPMHALD/D

Un peuple-Un But- Une Foi

Ministère de la Santé et de la Prévention

Hôpital Aristide le Dantec

04 MARS 2011

Monsieur le Directeur Associé du Cabinet

BUSINESS SYSTEM CONSULTING

GROUP

Nous accusons réception du rapport provisoire de votre cabinet, suite à la mission d'audit de la conformité de la passation des marchés conclus par l'Hôpital Aristide le Dantec au titre de la gestion.

L'examen par mes services compétents des observations contenues dans le dit rapport nous a inspirés quelques commentaires que nous vous transmettons pour leur prise en compte dans votre rapport définitif.

Notre démarche va consister à vous faire part d'abord de nos remarques d'ordre général, en réponse à certaines conclusions auxquelles vous avez abouties à la suite de votre mission de contrôle.

Ensuite, nous vous livrerons nos commentaires par rapport aux observations soulevées pour chaque type de marché.

#### **I commentaires généraux**

Dans votre rapport, vous avez, fait état de la non transmission des rapports trimestriels de la cellule de passation des marchés à l'ARMP et à la DCMP. Nous vous confirmons que les dits rapports ont été bel et bien transmis à ces deux organes respectifs. Nous vous en faisons tenir copies avec les accusés de réception.

Au terme de la revue du processus de passation des marchés au titre de la gestion 2009, vous aboutissez à la conclusion selon laquelle nos procédures de passation ne sont pas conformes aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence édictés par le NCMP.

Cette conclusion nous semble découler de quelques faiblesses notées dans la conduite de certaines DRP, car pour les marchés passés par AO et par entente directe, les points de non-conformités relevés au terme de votre mission sont pour la plupart relatifs à des questions de forme qui ne mettent pas en cause fondamentalement les principes d'équité, d'efficacité et de transparence et les réponses que nous vous apportons dans les pages qui suivent vont vous permettre de lever la plupart des points considérés comme des non-conformités.

En définitive, comme évoqué lors de notre séance de travail, nous pensons que, au regard de ce qui précède et en tenant compte de la faible matérialité des points de non-conformité relevés en rapport avec votre échantillon global, votre opinion sur la non-conformité aux principes généraux d'économie, d'efficacité et de transparence édictés par le NCMP devrait être revue. car, en faisant le rapport entre les marchés passés par AO et par entente directe qui représentent un montant de 938 153 215 et les DRP régulièrement passés sur le montant global des marchés passés en revue soit 1 124 980 538F, le taux de non-conformité ne dépasserait pas 14%.

## II Commentaires spécifiques sur les non-conformités relevés

### 1.1 Tableaux de synthèse des non-conformités et des recommandations (page 9)

#### Nos commentaires

- En ce qui concerne la similitude des factures des candidats, l'urgence liée à la conclusion de certains marchés a fait que la commission des marchés n'a pas toujours été vigilante sur ces aspects. En tout état de cause la direction générale a pris des dispositions pour l'endiguer en demandant que désormais, les marchés à passer par la procédure de DRP soient ouverts au public en faisant l'objet d'une publication systématique dans les journaux.
- Les délais accordés aux soumissionnaires pour compléter les pièces administratives manquantes ainsi que la nature de ces pièces sont toujours mentionnés dans les procès-verbaux ainsi que l'attestent les PV ci joints.

Au surplus, dans les rapports techniques d'évaluation, le comité technique prend toujours le soin de confirmer les pièces administratives manquantes.

### 1.4 SYNTHÈSE DES VIOLATIONS DU CODE DES MARCHES PUBLICS

A La page 15, dans le résumé des violations du code des marchés publics, l'auditeur énumère une liste d'articles qui auraient été violés dans le cadre des procédures de passation de certains marchés :

- Pour les marchés pour la fourniture d'équipements biomédicaux, selon l'auditeur, le code serait violé en ses articles 5, 6, 12,67-4 et 83 dans la procédure d'attribution de ces marchés à ACD, Technologies Services, Médical-Partner, Diminter et Fermon Labo

#### Nos commentaires

En ce qui concerne les articles 5 et 6, les biens à acquérir sont bien ceux définis dans le cahier des charges et les marchés ont été prévus dans le plan de passation de l'exercice en cours.

Il faudrait préciser ici que dans le plan de passation, il est mentionné fourniture d'équipements biomédicaux, et que c'est pendant la procédure de passation que les acquisitions ont été scindées en plusieurs lots : équipements de laboratoire, endoscopie, instruments de chirurgie, imagerie médicale etc.

- Violation de l'article 12 du code des marchés publics.

Le cahier des charges a été élaboré sur la base du modèle- type validé par l'ARMP et la DCMP ; ainsi si non-conformité il ya elle ne devrait pas avoir une incidence sur la qualité du DAO.

Pour l'article 67-4, les candidats ont tous été informés de l'issue de la procédure.

Pour le nettoyage, le marché était attribué par lot et les clauses du cahier des charges ne permettaient pas à un candidat d'être attributaire de deux lots à la fois.

Etant donné qu'il n'y avait que deux candidats qui étaient tous techniquement conformes, un lot a été attribué à chacun pour obtenir l'assurance de l'exécution des tâches demandées dans les meilleures conditions d'efficacité et en nous basant sur nos expériences antérieures de collaboration avec les fournisseurs concernés qui nous ont suffisamment renseignées sur les limites de leurs capacités techniques ;

Pour l'article 83, l'avis d'attribution définitive a été publié dans le journal l'observateur n° 2051 du 23 juillet 2010, en ce qui concerne les marchés attribués à ACD, Fermon-Labo, Diminter et Technologies Services (Voir avis en annexe)

- Pour les fournitures d'imprimés, il est fait état d'une violation de l'article 131 sur les pénalités de retard ; Un bon de commande portant sur la totalité du marché est adressé en début de gestion à l'attributaire du marché pour assurer un blocage des crédits.

Ce même bon de commande fait l'objet d'exécution partielle au fur et à mesure que les besoins sont exprimés.

Ainsi une lettre de commande définissant les besoins à satisfaire est à chaque fois adressée au fournisseur si bien que le Bon de commande n'est pas immédiatement exécuté.

Il nous a été impossible d'appliquer des pénalités de retard au fournisseur Rassoul- Print du fait qu'il nous a régulièrement fait état du non respect de nos engagements relativement aux délais de règlement de ses factures. Et ces retards ont incidemment eu des conséquences sur la régularité de ses livraisons.

A la page 16, toujours, dans la synthèse des violations de certains articles du code, le marché passé avec ETI dans une procédure de DRP a été cité.

#### Nos commentaires

Le marché a été conclu après l'expression de nouveaux besoins par certains services et dont la satisfaction est indispensable à leur fonctionnement normal. Il s'agissait en l'occurrence d'un simulateur qui devait aider à améliorer le traitement du cancer par une meilleure précision de l'organe cible à traiter. Il s'agit là d'un nouveau besoin apparu au cours de la gestion (plusieurs mois après le lancement de l'appel d'offres) et qui nécessitait une prise en charge urgente.

Pour éviter de lancer un nouvel appel d'offres, nous avons demandé à la DCMP de nous autoriser à conclure un avenant avec l'entreprise attributaire du marché, en l'occurrence Rassoul Print.

La DCMP n'a pas fait suite à notre requête, mais nous a autorisés quand même à recourir à un appel à concurrence compte tenu de la masse de fournitures à commander. Ce qui nous a conduits à lancer une DRP pour susciter la concurrence.

Pour ce qui est de l'article 12 du NCMP, le cahier des charges pour le marché passé avec ETI comporte les critères essentiels ; rappelons qu'il s'agit d'une DRP qui est une procédure simplifiée.

Violation de l'article 83 : un contrat a été établi avec ETI et le marché a été approuvé par l'autorité contractante.

La référence à cet article nous paraît sans objet, puisque la procédure de demande de renseignement et de prix ne requiert pas la publication d'un avis d'attribution définitive.

### **Violation de l'article 7 du NCMP sur les noms de marque**

Généralement, pour éviter des produits de contrefaçon, nous prenons des dispositions pour exiger de nos partenaires qu'ils nous approvisionnent en produits de qualité ; nous prenons la précaution de mettre « marque telle ou similaire » S'agissant ici de travaux, la référence à ces marques n'a pas fondamentalement d'incidence sur le choix de l'attributaire.

### **Violation des articles 67-4,77 et 83 du NCMP**

Il est fait mention par l'auditeur de la violation de ces articles dans les procédures de DRP conclues avec Mondial Contact SERVICES pour les travaux d'étanchéité, SOCOMI SUARL pour les groupes frigorifiques, O'RIZON pour les denrées alimentaires, Elimane FALL pour la fourniture de peinture et SOFT SERVICES pour le matériel hôtelier

### **NOS COMMENTAIRES**

**Pour l'article 67-4 :** La présence des candidats à l'ouverture des plis pour les DRP n'étant pas une obligation mais une norme de bonne pratique, nous pensons qu'il ne faudrait pas la considérer comme une violation du code. Comme conséquence, nous pensons aussi que la transmission aux candidats des PV d'ouverture des plis ne devrait pas être considérée comme un point de non-conformité.

En ce qui concerne l'article 83, la même réponse peut être servie pour ce qui est des formalités de publicité de l'attribution définitive du marché en matière de DRP.

### **Violation de l'article 53 sur le seuil de passation des marchés**

Cet article fixe le seuil de recours à une procédure d'appel d'offres pour les fournitures à partir de 15 million ; le marché pour la fourniture de groupes frigorifiques étant attribué à 14 698 080F, c'est l'estimation des besoins que nous avons transmis dans un cahier de charges aux soumissionnaires qui les a conduits, sur la base des prix unitaires des fournitures à livrer, à faire en conséquence des propositions financières même si, en définitive elles étaient proches ou dépassaient le seuil de passation des procédures DRP.

### **REVUE DU CADRE INSTITUTIONNEL ET L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES (page 33)**

#### **Sous-paragraphe 4.1.1 commission des marchés**

L'auditeur affirme que la « mission a relevé que la commission des marchés n'a pas préparé son rapport annuel pour faire la synthèse de ses activités durant l'exercice 2009 »

### Commentaires de HALD/

Le rapport annuel est disponible et a été transmis à la DCMP et à l'ARMP. Nous vous en faisons une copie avec la décharge des lettres de transmission de ces documents à ces organes de contrôle.

Point 4.1.2 relatif à la non transmission des rapports trimestriels et des actes de nomination des membres de la CM et de la CPM (paragraphe 2 et 5)

Les actes de nomination ont été transmis le 5 janvier (voir document annexe)

Les rapports trimestriels de la CM et de la CPM ont été transmis (voir annexe)

### MARCHES CONCLUS PAR ENTENTE DIRECTE (page 38)

L'auditeur, après analyse du processus ayant conduit à la conclusion d'un marché par entente directe entre HALD et TBS Health consulting SARL, a émis l'observation suivante : « Les attestations d'exclusivité produites ne sont données par le constructeur des machines ROCHE devant utiliser les réactifs qu'au gré des opportunités de marchés. En effet, nous avons noté des chevauchements dans les périodes de validité et zones de couverture des dites attestations d' (exclusivité délivrées par ROCHE à ABS, TBS et Delta Médical. Ces attestations ne constituent pas de véritables contrats d'exclusivité mais plutôt des autorisations ponctuelles de vente pour des clients déterminés et des machines bien identifiées.

Ce faisant, ces attestations ne peuvent justifier la passation de marchés par entente directe dans la mesure où plusieurs fournisseurs peuvent s'en prévaloir. Une consultation restreinte aurait pu être organisée entre ces fournisseurs. »

### COMMENTAIRES DE HALD

L'HALD avait acquis un appareil d'automate de biochimie qui est un appareil fermé, qui donc ne fonctionne qu'avec des réactifs fournis par ROCHE.

A l'appui de la demande d'autorisation de passer un marché par entente directe avec TBS, qui détient un droit d'exclusivité pour commercialiser les produits ROCHE au SENEGAL, TBS a produit un contrat d'exclusivité signé en bonne et due forme avec les laboratoires ROCHE.

C'est au vu de ces documents entre autres, qu'un rapport a été transmis à la DCMP pour demander une autorisation de passer un marché par entente directe avec TBS HEALTH AND CONSULTING SARL.

Nous précisons aussi que c'est bel et bien un contrat d'exclusivité qui a été produit en plus des attestations d'exclusivité.

Quant aux attestations d'exclusivité que les laboratoires ROCHE auraient délivrées à ABS et Delta Médical, cela ne saurait malheureusement engager l'HALD, car HALD ne peut être au secret de toutes les relations de partenariat que les laboratoires ROCHE ont avec des tiers.

Au surplus, si l'information nous était parvenue au moment de la conclusion du marché, nous aurions opportunément lancé un appel d'offre même restreint entre ces différents fournisseurs afin de bénéficier des meilleures conditions du marché.

Enfin, HALD n'a pu conclure ce marché qu'avec l'autorisation de la DCMP qui a certainement exercé tous les contrôles requis en amont avant de donner son aval pour la conclusion de ce marché.

## **APPEL D'OFFRES N°08/09 FOURNITURES DE MAINTENANCE (pages 40-41)**

L'auditeur, dans la revue du marché conclu avec PYRAMID TRADING SA, énumère un certain nombre de non-conformités dans la procédure de passation du marché.

- Montants des marchés figurant sur les contrats sont inférieurs à ceux des attributions sans qu'aucune information ne soit fournie dans le dossier de marché

### **Nos commentaires**

Les offres des soumissionnaires à l'ouverture sont préparées sur la base des quantités prévisionnelles figurant dans le cahier de charges. Et dans ces cahiers de charges, nous avons pris la précaution de préciser à l'intention des soumissionnaires que ces quantités sont susceptibles de révision à la hausse ou à la baisse en fonction des crédits ouverts. Comme prévu dans le cahier de charges, les quantités ont été révisées en fonction des crédits disponibles. C'est qui a expliqué que les montants des marchés étaient en définitive inférieurs aux montants des attributions.

- Situation contradictoire relativement à l'exécution du marché..... il s'agit d'une exécution anticipée par l'engagement de la dépense avant même que la réception ne soit effective en produisant un procès-verbal de réception fictif dans la mesure ou un procès-verbal de carence a, par la suite été établi et une mise en demeure servie à l'attributaire.

En effet, aucune contradiction, au vu de la chronologie des faits ne peut être relevée :

- Un bon de commande global pour la totalité du marché avait été transmis à Pyramid Trading, ce, pour bloquer les crédits destinés au marché pour la fourniture d'articles de plomberie
- Bordereau de livraison établi le 22 octobre 2009
- Procès-verbal de carence dressé le 20/01/2010

Le procès-verbal de carence et la mise en demeure ont été transmis au fournisseur bien après les deux livraisons ; cette procédure se justifie par le fait que sur un marché de 17 500 000F, seulement 2 millions environ ont été exécutés, soit un taux d'exécution de 11%.

Le P.V de carence ne constate pas la non effectivité de la livraison du 22/10/2009, mais plutôt l'incapacité du fournisseur à exécuter totalement son marché (89%)

## **AO N°1 NETTOIEMENT DE L'HOPITAL ARISTIDE LE DANTEC (page 43)**

Points de non-conformité relevés par l'auditeur : montant de la capacité financière non précisée, non transmission des PV d'ouverture aux soumissionnaires, impossibilité pour chaque candidat de gagner 2 lots à la fois

### **Nos commentaires :**

L'Hôpital Aristide le Dantec, dans un souci d'efficacité, a toujours voulu éviter d'attribuer tous les secteurs de l'hôpital à un seul candidat pour différentes raisons :

- Eviter que les candidats, pour des raisons de moyens ne puissent pas, compte tenu de la taille de l'hôpital, s'acquitter convenablement de leurs obligations contractuelles (nous avons malheureusement eu des expériences malheureuses avec certains de nos fournisseurs ayant été attributaires de plusieurs lots)
- Créer l'émulation entre les différents prestataires



IL est évident que la suppression de la disposition du cahier des charges qui n'autorise pas un candidat donné à gagner 2 lots à la fois, permettrait de mieux respecter le principe d'économie, mais ce sont les raisons évoquées plus haut qui nous avaient conduits à inscrire ces mentions dans le cahier des charges

D'ailleurs au cours des appels d'offres pour la gestion budgétaire suivante, à la suite de nombreux échanges que nous avons eus avec la DCMP, cette disposition a été enlevée et les deux lots ont été attribués au seul soumissionnaire conforme après évaluation des offres.

#### **MARCHE N° FO 252/09 FOURNITURE D'IMPRIMES RASSOUL PRINT**

Points de non-conformité relevés : pièces administratives manquantes et candidats concernés non mentionnés dans le PV d'ouverture, offres non jointes au dossier

##### **Nos commentaires :**

Pour les pièces manquantes à compléter, une correspondance est envoyée après l'ouverture des plis aux candidats concernés leur précisant les délais pendant lesquels ils doivent les fournir pour être conforme au moment de l'évaluation finale.

Quant aux offres des soumissionnaires, elles ont été remises à votre collaborateur ; nous vous en faisons tenir quand même une copie.

#### **Page 48 AO N° FO250/2009 Marches Consommables informatiques**

L'auditeur souligne que des dispositions devaient être prises afin de modifier le PPM et l'AGPM

##### **Commentaires de HALD**

HALD avait adopté une démarche d'anticipation pour pouvoir passer et clôturer le marché à temps afin d'éviter toute rupture de stock qui serait préjudiciable au fonctionnement de ses différents services, ce qui a expliqué l'anticipation d'un mois sur la date de publication de l'AGPM

Le PPM de 2008 et l'AGPM ne pouvaient en conséquence être modifiés puisque dans le cas d'espèce les crédits ouverts pour ce marché le sont pour l'exercice budgétaire 2009.

Pour les pièces manquantes au dossier de marché, elles sont communiquées aux différents soumissionnaires lors de la séance d'ouverture des plis et font l'objet de courrier adressé à ces derniers qui sont invités à les compléter avant la fin de l'évaluation.

#### **DAO N° FO247/2009 FOURNITURES DE DENREES ALIMENTAIRES, LEGUMES ET PAIN PAGE 49-50**

Points de non-conformité relevés : l'AAO a été publié en Décembre 2008 alors que l'AGMP avait fait mention de la publication des avis spécifiques de passation de marché à partir du mois de janvier 2009 dans le journal le « SOLEIL » ou tout autre journal de grande diffusion. De plus il n'est pas référence à l'AGPM dans l'avis d'appel d'offres. Une telle anticipation est souhaitable, mais des dispositions auraient du être prises afin de modifier le PPM et l'AGPM de 2008.

L'avis de la DCMP sur le rapport d'évaluation n'a pas été joint au dossier de marché.

##### **Nos commentaires**

Nous reprenons les mêmes commentaires qu'à la page 48 en ce qui concerne les PPM et l'AGPM.



Nous joignons en annexe l'avis de la DCMP sur le rapport d'évaluation

#### **AO FOURNITURE D'EQUIPEMENTS BIOMEDICAUX (PAGE 51-52)**

Points de non conformités : BC N° 6413 6418 6419 non datés, PV de réception non joints au dossier, seulement des décharges figurent sur les BL

#### **NOS COMMENTAIRES :**

Les PV de réception au moment du passage des auditeurs n'étaient pas disponibles puisque les factures n'étaient pas encore en phase de liquidation et elles sont établies au moment de la liquidation et de la certification ;

Nous vous les faisons tenir en annexe

#### **PAGE 53 DRP FOURNITURES D'IMPRIMES**

Points de non conformités relevés : pièces administratives non mentionnées dans le cahier des charges, lettre de notification non transmise aux candidats, similitude entre les factures pro-forma,

#### **NOS COMMENTAIRES**

La DRP est une procédure simplifiée qui n'impose pas à l'autorité contractante d'exiger des candidats la production de certains dossiers administratifs, compte tenu parfois des délais qui ne constituent pas une contrainte trop pesante par rapport aux marchés passés par appel d'offres.

Par ailleurs leur inscription dans le PPM n'est pas une obligation pour les autorités contractantes Mais simplement une bonne pratique.

L'auditeur estime également que HALD aurait pu également faire recours aux procédures prévues à l'article 83 du NCMP qui est ici inopérant dans la mesure où cette publicité n'est pas requise dans le cadre des procédures de DRP.

Dans ses conclusions, l'auditeur parle de fractionnement de marché. Aucune raison ne pourrait expliquer une telle pratique dans la mesure où si telle était la volonté de la Direction, elle n'aurait pas senti le besoin de demander l'autorisation à la DCMP de conclure un avenant avec l'attributaire du marché ; d'ailleurs, la DCMP, bien que n'ayant pas autorisé cet avenant, a tout de même recommandé à HALD d'ouvrir une autre consultation, ce que nous avons fait, compte tenu de l'estimation faite des nouveaux besoins à satisfaire.

Nous voudrions enfin souligner qu'en aucune façon ces nouveaux besoins n'ont affecté la ligne budgétaire ouverte pour l'achat de ce type de fournitures.

#### **PAGE 55 DRP FOURNITURE D'ARTICLES D'ELECTRICITE**

Points de non-conformité relevés : factures similaires, modalités de règlement non prévues,

#### **Nos commentaires**

Les fournisseurs consultés sont répertoriés sur notre fichier ; si pareilles erreurs ont pu être commises, c'est par manque de vigilance et la Direction s'attèlera à veiller à ce qu'elles ne puissent plus se reproduire ; c'est pourquoi, toutes nos DRP seront désormais publiées dans un journal de large diffusion.

L'attestation de précompte de TVA est jointe en annexe

## **PAGE 56 FOURNITURE DE MATERIEL INFORMATIQUE**

Ces sociétés sont répertoriées dans notre fichier et les entreprises sont consultées à partir du fichier.

Dans le cas d'espèce, il s'agit d'une malencontreuse coïncidence qu'on s'efforcera d'éviter à l'avenir.

Quant au montant des offres des soumissionnaires qui seraient au dessus du seuil de passation, il s'agit d'une compétition et chaque fournisseur y participe en fonction de ses conditions de vente (prix unitaires) et du devis quantitatif figurant dans le cahier des charges.

Sur ce point, nous aimerions préciser qu'il nous est arrivé de ne pas poursuivre une procédure de DRP tout simplement parce que toutes les offres reçues dépassaient le seuil de mise en œuvre de cette procédure (voir point ci-après)

## **Page 57 DRP MOBILIER DE BUREAU**

Points de non-conformités relevés : offres des candidats non retenus supérieurs au dessus du seuil de passation des marchés par appel d'offres, attestation de précompte TVA et les documents de règlement non contenus dans le dossier de marché

**Nos commentaires :**

Se rapporter supra sur le montant des offres de soumission ; nous n'avons pu poursuivre la procédure que parce que le prix de soumission de l'attributaire du marché est dans les limites du seuil de passation d'une procédure de DRP.

L'attestation de précompte de la TVA et les documents de règlement sont joints en annexe

## **DRP FOURNITURE DE MATERIEL DE BUREAU(SPLITS)**

Point de non-conformités : similitude entre les factures, attestation de précompte TVA ne figurant pas dans le dossier

**Nos commentaires :**

Pour les similitudes entre les factures, se référer aux réponses données plus haut

L'attestation de précompte de la TVA est jointe en annexe

## **DRP FOURNITURE DE PEINTURE (page 59)**

Points de non-conformités relevés : similitude des offres des soumissionnaires, documents de règlement non joints

**Nos commentaires**

Pour les similitudes entre factures, voir réponses plus haut

Documents de règlement sont joints en annexe

## **DRP TRAVAUX DE TRANSFORMATION DU LOGEMENT DU DIRECTEUR EN CENTRE DE DIALYSE ET TRAVAUX D'ETANCHEITE(TERRASSES) (page 62)**

Points de non conformités relevés :des entreprises aux dénominations sociales différentes indiquent sur leurs factures pro forma le même numéro de NINEA : il s'agit des Ets SEYE ET FRERES et du GIE LA CONFIANCE qui ont deux adresses différentes mais le même numéro de NINEA(2434562B6).Par ailleurs la trame de leurs factures pro forma et les fautes d'orthographe identiques qui y figurent illustrent une collusion manifeste contraire aux règles d'éthique et de transparence auxquelles ils ont souscrits en participant à la commande publique.

### **Nos commentaires**

Les entreprises sollicitées dans le cadre de nos procédures de consultation restreinte sont sélectionnées à partir de notre fichier fournisseurs et ces erreurs ont du échapper à la vigilance de la commission des marchés. Même s'il y a eu entente entre ces deux entreprises, cela n'a pas eu d'incidence sur l'issue de la procédure, puisqu'aucune d'entre elles n'a été en définitive attributaire du marché.

D'ailleurs, la Direction, dans le souci de renforcer les conditions de transparence, a décidé désormais de procéder à la publication de tous les marchés à conclure par DRP.

## **DRP N° 27 TRAVAUX D'ETANCHEITE BATIMENT INTERNAT A-BATIMENT INTERNAT B-BATIMENT ANAPATH-BLOC CENTRAL (page 63)**

Points de non-conformité : similitude entre les factures pro forma de MONDIAL CONTACT SERVICES ET SCTDF SARL

### **Nos commentaires**

Les entreprises sollicitées dans le cadre de nos procédures de consultation restreintes sont sélectionnées à partir de notre fichier fournisseurs.

Pour y remédier, nous avons décidé de publier désormais toutes les DRP

## **DRP DENRES ALIMENTAIRES (page 65)**

**Points de non-conformité : similitude entre factures, Lettre de notification et celles d'information des candidats non retenus non établies, date de l'évaluation technique non établie**

**Nos commentaires :**

L'évaluation technique n'a pas été faite puisque les prestations à réaliser ne sont pas complexes ; c'est pourquoi, il a été procédé à une ouverture-attribution ;

Pour les autres aspects de non-conformité, se référer à nos commentaires plus haut.

## **DRP MATERIEL HOTELIER (page 66)**

Points de non conformités relevés : similitude entre les factures, absence d'information des candidats sur l'issue de la procédure

### **Nos commentaires**

Mêmes commentaires que plus haut

**FOURNITURE ET POSE DE PORTES, FENETRES, BAIES EN ALUMINIUM DES  
BLOCS OPERATOIRES DE LUROLOGIE ET DE LA CHIRURGIE INFANTILE (page 67)**

Points de conformités relevés : similitude entre factures pro forma et non  
information des candidats sur l'issue de la procédure

**NOS COMMENTAIRES**

**Voir plus haut**

Le Directeur  
Dr Cheikh Tacko DIOP